LIGNE ROUGE

Mensuel

LIGNE ROUGE

L.R. juillet 85 - PCE(r) & GRAPO: intégration de l'Espagne dans l'OTAN / BR: communiqué de l'exécution de G.Guigni / BR: déclaration au procès de Turin / BR: communiqué de l'exécution de E.Tarantelli / Interview de la RAF Communiqués et mobilisations / Nouvelles du front / Les éditions anti-impérialistes.

15

Edit. Resp.: P. Vandegeerde, BP 1682, Bruxelles 1, Belgique

30 FB - 5 FF

Aujourd'hui au sein des pays occidentaux, deux grandes tendances se dessinent en réaction aux préparatifs de la bourgeoisie pour tenter de redresser et renforcer son pouvoir. Ces tendances sont la lutte contre la guerre et contre l'austérité, et elles sont indissociables car induites par la crise profonde du capitalisme.

Dans ce numéro de Ligne Rouge, nous avons réuni différents textes qui illustrent ces tendances. Le premier, émanant des GRAPO, traite de l'intégration de l'Espagne dans l'OTAN, et est antérieur à la visite qu'a faite Reagan à Madrid en mai dernier. Visite qui a révélé encore un peu plus les mobiles de la politique menée par Gonzalez pour inféoder son pays à l'impérialisme yankee, et que les prisonniers du GRAPO et du PCE(r) dénoncaient déjà en tirant également les conséquences de cet asservissement de l'Espagne pour les mouvements révolutionnaires espagnols. Le peuple ne s'y est pas trompé qui a manifesté massivement contre la coopération de l'Espagne à la préparation de la guerre impérialiste voulue par la politique américaine et son représentant.

Le second texte explique l'action des Brigades Rouges contre Giugni, spécialiste de la médiation démocratique entre les classes, médiation qui mène à l'étouffement des luttes ouvrières. C'est aussi l'explication du lien entre les luttes contre l'austérité et contre la guerre, comme deux créneaux indissociables de la lutte anti-capitaliste. Chronologiquement plus proche de nous, l'exécution de Ezio Tarantelli, syndicaliste et conciliateur démocrate pourri, nous éclaire sur les mêmes manœuvres du capital.

Partout le mouvement de résistance, spontané ou non, se développe contre la guerre, l'austérité, la répression et le système capitaliste en entier. Des groupes et des individus s'élèvent dans la lutte contre l'oppression de ce système en crise. Un indice de plus s'est révélé en Belgique avec l'arrestation, au début du mois de juin, de six personnes que le pouvoir a tenté d'amalgamer aux Cellules Communistes Combattantes parce qu'elles détenaient une mitraillette rouillée. Les gouvernements ont peur que le peuple s'informe, se rende compte et lutte avec volonté contre l'oppression, pour sa liberté et son autodétermination. Mais rien n'empêchera la réhabilitation des travailleurs dans ses droits légitimes.

PCE(r) & GRAPO: intégration de l'Espagne dans l'OTAN: une arme dirigée contre le mouvement de résistance populaire et un pas de plus dans l'agressivité impérialiste.

"L'appartenance d'un pays à l'OTAN est une garantie contre le développement de processus révolutionnaires déterminés. Je ne peux pas être plus explicite..."

(Alexander Haig)

Avec ces déclarations faites à un journal de notre pays, Alexander Haig encourageait l'oligarchie espagnole à s'intégrer définitivement dans l'alliance contre-révolutionnaire de l'impérialisme, en lui garantissant compréhension et aide face aux graves problèmes auxquels elle était confrontée.

Ces encouragements de la part des yankees arrangent bien les monopolistes de notre pays dont la vocation atlantiste et les désirs d'intégration sont manifestes. Face au gouvernement mené par Felipe Gonzalez, chargé d'accomplir ces desseins, un mur s'élève sur le chemin qui conduit à cette intégration totale, un mur formé par le refus populaire de cette politique et qui se manifeste par de constantes et croissantes mobilisations contre l'OTAN et les bases yankees, par la prolifération et radicalisation des organisations anti-impérialistes, etc. Pour notre peuple, il est très clair que l'intégration dans l'OTAN signifiera une nouvelle entrave, établie par la réaction, dans l'atteinte de la vraie démocratie et de la vraie liberté.

Ce n'est, bien entendu, pas la première fois que les classes dominantes de notre pays réclament l'aide des forces les plus noires de la réaction internationale pour écraser le Mouvement de Résistance; mais actuellement, alors que la crise politique et économique s'aggrave, alors que les illusions réformistes se sont écroulées, la lutte populaire se déchaîne de toutes parts et une alternative révolutionnaire s'ouvre. Nous disons que c'est maintenant que la nécessité d'appartenir au bloc impérialiste se fait impérieuse.

D'autre part, l'entrée actuelle de l'Espagne dans l'OTAN ne peut pas être détachée de la nécessité pour l'impérialisme de grouper et diriger ses forces non seulement contre le mouvement révolutionnaire dans les pays capitalistes développés, mais aussi contre les luttes de libération nationale et contre les pays socialistes. L'aggravation de toutes les contradictions et tensions sociales provoquées par la crise économique qui frappe tout le système capitaliste oblige de tous côtés la réaction à se maintenir en état de guerre permanent.

Le fait de connaître des défaites comme celles du Vietnam ou du Nicaragua – défaites qui démontrent sa vulnérabilité stratégique face à la lutte populaire –, le fait d'être isolé et combattu dans n'importe quelle zone du globe, le fait d'être plein de contradictions internes provoquées par l'aggravation de la crise économique, le fait de devoir supporter la pression croissante de la lutte des classes à l'intérieur de ses propres frontières, tout cela entraîne l'impérialisme à fournir des preuves évidentes de son recul, de sa décomposition et de sa décrépitude. Ce résultat est irréversible. D'autre part, l'existence d'une large zone de pays socialistes, toujours plus forte et consolidée, et l'établissement pour ces pays de nouvelles relations internationales, constituent, non seulement, un pôle d'attraction puissant pour tous les peuples, mais empêchent aussi les impérialistes de mener à bien leurs sinistres desseins. Une guerre agressive contre les pays socialistes déchaînerait la révolution de tous côtés. La seule solution pour les impérialistes est donc de s'unir face à la révolution, de l'éviter ou de l'écraser là où elle menace leurs bastions et leurs intérêts, et d'essayer de garder leurs zones d'influence.

Toutes ces raisons provoquent aussi leur agressivité croissante, leurs chantages continuels envers les peuples grâce à leur supériorité militaire, leurs pressions économiques, etc.; tout cela doit amener les révolutionnaires du monde entier à rester vigilants face à ces coups de griffe du fauve en cage.

Dans ce contexte international, présidé par la crise et la politique belliciste de l'impérialisme, le rôle de l'Espagne s'est resitué ces dernières années. Le rôle assigné par l'OTAN au territoire péninsulaire espagnol est celui d'arrière-garde et d'appui logistique en cas d'attaque contre les pays socialistes européens, et de poste avancé du flanc sud en cas d'agression contre les pays africains. Quant à l'armée, elle sera utilisée comme chair à canon dans les guerres d'agression impérialiste et comme instrument de répression dans la lutte contre la *«subversion interne»*.

Le contrôle de *«l'axe Canaries-Gibraltar-Baléares»* est une couverture vitale pour l'OTAN en tant que position-clé dans les communications maritimes et aériennes entre la Méditerranée et l'Atlantique ou entre l'Europe et l'Afrique. Les Iles Canaries, qui avec Ceuta et Melilla font partie des vestiges coloniaux de l'Espagne dans ce continent, ont mérité une attention particulière de la part des stratèges impérialistes, étant donné leur proximité avec les côtes nord-africaines comme cela a été demontré à la suite de plusieurs conflits dans cette zone (Zaïre, Congo Sud, etc...). Mais il existe au sein de l'OTAN des plans encore plus ambitieux pour les Iles Canaries, qui sont conçues comme une espèce de gigantesque porte-avions ancré au large du Continent africain. Les premiers pas dans ce sens ont été effectués par la construction d'une grande base aéro-navale et autres installations militaires.

L'oligarchie espagnole espère aussi recevoir d'importantes contre-parties économiques, par son intégration dans l'OTAN, son économie étant profondément affaiblie par la crise. De nombreuses industries de construction navale, aéronautique, véhicules, de télécommunication et d'armement sont restructurées en vue de l'industrie militariste. Par exemple, l'entreprise CASA (Constructions Aéronautiques S.A.), qui a déjà une longue expérience dans la réparation d'avions yankees depuis les guerres de Corée et du Vietnam, a reçu dernièrement l'ordre de maintenir les F-15 de l'OTAN en Europe. Mais le principal objectif que poursuit l'oligarchie espagnole sur le terrain économique est d'obtenir son entrée dans la CEE.

Malgré tout cela, ce ne sont pas les besoins purement militaires ou économiques qui ont poussé les monopolistes espagnols à chercher l'approche progressive du bloc agressif capitaliste, jusqu'à l'intégration totale qu'ils recherchent maintenant de manière claire et ouverte. La raison principale, il faut la chercher dans le fait que les classes réactionnaires de notre pays éprouvent la nécessité d'obtenir des appuis et des supports – *«garanties»*, comme dit Alexander Haig – pour pouvoir faire face au Mouvement de Résistance croissant qui menace leur système de domination, et être ainsi prêts pour les combats de classe qui se préparent. Voilà, sans conteste, depuis le moment où ont débuté ces approches, le principal motif qui a déterminé leur incorporation progressive à la *«Sainte Alliance»* des pays impérialistes; incorporation qui a débuté avec la signature des Accords Bilatéraux avec les USA, dans les années 50.

UN LONG PROCESSUS D'INTÉGRATION MARQUÉ PAR LA CRISE MONOPOLISTE ET LA RÉSISTANCE POPULAIRE

Pour comprendre les raisons qui ont poussé la bourgeoisie espagnole à s'intégrer dans l'OTAN, il faut prendre en compte l'histoire de l'Espagne dans les dernières décennies et le développement du Mouvement de Résistance à partir de la mort de Franco.

Avec la défaite de ses alliés nazi-fascistes lors de la Seconde Guerre Mondiale, le régime surgi de la victoire sur les forces populaires pendant la guerre civile (1936-1939) s'est retrouvé isolé du monde. Mais cet isolement fut plus formel que réel. Le blocus politique et économique dura à peine 2 ans, de décembre 1946 (départ des ambassadeurs) jusqu'à décembre 1948 (ouverture de la frontière françai-

se). En réalité, la bourgeoisie impérialiste yankee-européenne continua subrepticement à appuyer le pouvoir, comme elle l'avait fait pendant la guerre civile derrière le *«Parce de non-intervention»*. La solidarité internationaliste du prolétariat et des autres forces anti-fascistes, ainsi que l'existence d'une armée importante de guerilla active à l'intérieur de notre pays, empêchèrent cet appui de se faire ouvertement. Mais après la rupture du front anti-fasciste et à mesure que l'anti-communisme devenait ouvertement l'idéologie et la pratique politique des pays capitalistes, l'appui total et non dissimulé au régime fasciste espagnol ne dépendait plus que de l'évolution de sa situation interne.

L'occasion s'est présentée en 1948. La clique révisionniste de Carrillo ayant depuis longtemps accaparé la direction du Parti Communiste, en octobre de la même année on communiquait officiellement la fin de l'appui à la résistance armée, abandonnant à leur sort de nombreux cadres et fractions de guerilla. L'oligarchie fasciste trouvait ainsi, sur un plateau, l'opportunité dont elle avait besoin pour obtenir l'appui des USA, France et Angleterre pour faire face à ses difficultés politiques et économiques.

Mais le répit auquel la bourgeoisie aspirait avec la collaboration du parti carrilliste et sa politique de réconciliation nationale, fut vite déjoué. En 1951, 200.000 métallos de Vizcaya entamèrent une grève et de nombreuses confrontations avec la police eurent lieu. A la même époque à Madrid, à Barcelone et dans les Asturies, la protestation ouvrière entraînait d'autres secteurs populaires vers une lutte d'amplitude inconnue depuis la République. De cette manière, les mobiles de caractère politique, spécialement la peur d'un renouveau du mouvement ouvrier et populaire, s'unirent aux mobiles économiques, qui au départ avaient poussé l'oligarchie espagnole à resserer ses liens avec l'impérialisme yankee-européen (fin de l'autarcie économique, besoin d'une industrialisation rapide, recherche de marchés pour ses produits agricoles, etc.). C'est ainsi qu'en 1951 elle a signé avec les USA le Pacte de Mutuelle Sécurité qui devait aboutir en 1953 à la signature des Accords Bilatéraux. Evidemment, il ne pouvait pas en être autrement, la lutte contre ces Accords et contre les bases installées à la suite de ceux-ci, devenait un objectif qui s'ajoutait à ceux pour lesquels notre peuple se battait. L'impérialisme yankee et le monopolisme fasciste devenaient ainsi étroitement liés face à la lutte populaire.

L'alliance du régime fasciste espagnol avec l'impérialisme USA mettait notre territoire à la disposition de l'agressivité opérationnelle yankee. De fait, l'Espagne fut incluse dans la stratégie globale impérialiste. Les bases de Rota, Moron, Zaragoza et Torrejón (Madrid) ajoutées à un nombre indéterminé de bases mineures, ont servi depuis lors de plate-formes d'agression contre les pays du Moyen-Orient et d'Afrique, et de dépôts d'armes de toutes sortes, armes nucléaires comprises.

Les contre-parties USA comprenaient divers secteurs, de l'appui politique au régime sur la scène internationale à l'appui économique et militaire. De 1954 à 1957 l'aide économique, entre prêts et *«dons»*, s'élevait à plus de 500 millions de $, qui ont contribué avec les investissements d'entreprises USA à stimuler l'économie appauvrie par les effets de la guerre civile et de la IIe Guerre Mondiale. L'aide militaire, bien que difficilement évaluable étant donné son aspect confidentiel, s'est élevée à 500 millions de $ de 1954 à 1963. Cette aide était destinée à renforcer et moderniser la capacité répressive d'une armée tournée vers la lutte contre un *«ennemi interne»*.

Il y a eu d'autres contreparties moins évidentes et toujours soigneusement cachées, comme par exemple l'instruction de spécialistes espagnols dans les écoles yankees. Selon des données du Département de Défense USA, de 1954 à 1975, 9872 militaires et policiers espagnols sont passés par l'Ecole de Guerre Spéciale de Fort Bragg. Ce chiffre est fort appréciable quand on sait que le nombre total d'élèves appartenant à 96 pays était de 92.724. A ces quelques 10.000 militaires, il faut ajouter 3.000 pendant les premières années de la Réforme politique et les nombreuses promotions d'officiers et chefs qui ont suivi des cours d'adaptation à la National Defense University of Washington et autres centres de l'OTAN. Dans ces cours, 70% de la préparation théorique et pratique est basée sur la lutte contre-insurrectionnelle.

Le désir des uns comme des autres était que l'Espagne fut pleinement intégrée dans l'OTAN depuis des années. Mais les bourgeoisies des USA et d'Europe occidentale ne pouvaient pas s'associer ouvertement à un régime fasciste et criminel sous peine de se voir démasquées devant leurs peuples. La conquête de certaines libertés démocratiques par la classe ouvrière européenne dans la lutte contre le nazi-fascisme et la tradition de solidarité populaire dans la lutte anti-fasciste en Espagne, les en empêchaient. D'autre part, l'instabilité du régime même ne les engageait pas, l'Espagne à ce moment-là aurait été un associé *«gênant»* et incertain, la résistance au régime fasciste augmentant à tel point que l'évolution postérieure des événements était imprévisible. Franco même, dans les déclarations à la revue *«U.S.New report»* en 1955, se lamentait de cette *«incompréhension»* et de ne pas pouvoir mener plus loin la collaboration avec l'OTAN. *«La seule chose que nous regrettons – disait le bourreau – est une collaboration plus étroite avec les Etats Majors du Pacte Atlantique, que ce soit directement ou nous permettant, par exemple, d'exposer notre avis sur les nécessités de défense de l'Occident»*. Ce qu'il ne pouvait pas dire alors, c'est que les Traités Bilatéraux avec les USA remplissaient le même objectif : profiter de l'importance géo-stratégique de l'Espagne dans le plan agressif impérialiste et renforcer la capacité répressive du régime contre la croissante résistance ouvrière et populaire.

Ce furent précisément l'isolement total du régime fasciste, l'incapacité de ses vieilles formes de domination à faire face à l'essor du Mouvement de Résistance et la perspective d'une crise économique de plus en plus aiguë, qui poussèrent l'oligarchie espagnole, encore sous Franco, à entreprendre la Réforme politique. La mise à jour de son appareil étatique, pour l'adapter aux nouveaux besoins qu'imposait la lutte des classes, et le chapitre correspondant à l'ouverture économique à l'Europe, – spécialement l'entrée dans la CEE et l'intégration dans l'OTAN – jouaient un rôle important dans les plans réformistes.

C'est dans cette perspective intégrationniste que se produit la rénovation des Accords Bilatéraux de 1953 avec la signature du Traité d'amitié et Coopération avec les USA en 1976. Les USA et l'Espagne organisèrent un Etat-Major combiné d'Application et Coordination Militaire, dans le but principal d'intégrer les plans de l'armée espagnole dans ceux de l'OTAN. Parallèlement à cet Etat-Major, l'Espagne établit un bureau de connexion avec les trois armées dans le Quartier Général du Commandement USA en Europe, siégeant à Stuttgart (Allemagne Fédérale).

Une fois la Réforme politique du régime réalisée et face aux changements opérés dans la situation internationale, un seul obstacle s'opposait à l'intégration formelle de l'Espagne : le refus massif de la classe ouvrière et du peuple pour tout ce qui supposait un compromis de l'Espagne avec les plans agressifs de l'impérialisme.

Les négociations pour l'intégration dans l'OTAN ont commencé alors à s'intensifier, bien qu'on les garde strictement secrètes. Ce n'était pas le moment de mettre de l'huile sur le feu; alors que les masses exigeaient le démantèlement des bases yankees, le mouvement anti-OTAN commençait à s'organiser et la guerilla multipliait ses attaques contre l'armée et d'autres objectifs et intérêts impérialistes. L'exécution par les GRAPO, le 5 mars 1979, du général Muñoz Vazquez, un des militaires les plus renommés chargé des négociations secrètes avec l'OTAN, fut un coup dur pour la réaction et mit à découvert ses plans intégrationnistes. D'autre part, face aux pays progressistes et socialistes qui applaudissaient *«la transition pacifique vers la démocratie»*, le gouvernement adopta une attitude neutraliste de convenance, en participant à la Conférence des Pays Non-Alignés à La Havane. Il s'agissait de gagner du temps et d'attendre la meilleure occasion pour l'intégration, pendant que les négociations avançaient et qu'il essayait de tirer un maximum de contreparties politiques, militaires et économiques.

L'occasion s'est présentée en 1981. Pendant les premiers mois de cette année, l'aggravation de toutes les contradictions et tensions sociales – rendues plus aiguës par le large boycott par les masses des farces électorales et par les actions de la guerilla –, a acculé le gouvernement à une série de crises qui ont mis fin à l'étape réformiste qu'Adolpho Suarez avait entreprise dans les années antérieures. Les divisions au sein de l'oligarchie ont amené à la tentative de coup d'Etat du 23 février. L'avènement à la présidence de l'oligarque Calvo Sotelo supposait une tentative d'apaiser l'armée en appliquant une partie du *«programme»* des putschistes et en essayant de résoudre les querelles internes des différents secteurs de l'oligarchie.

Profitant du climat de terreur et de passivité que la tentative militaire avait provoqué parmi les masses, profitant aussi des mesures répressives prises par le nouveau gouvernement avec le consensus de partis parlementaires, l'oligarchie prit la décision d'entrer dans l'OTAN immédiatement. Toute cette précipitation était causée par les mêmes motifs qui avaient mené un secteur de la réaction à essayer de plonger le pays dans un bain de sang : l'échec de la Réforme face à la résistance ouvrière et populaire. Il est évident que la pression des USA et de certains pays capitalistes européens, préoccupés par le cours des événements en Espagne, n'a pas été étrangère à cette précipitation.

UNE INTÉGRATION DIRIGÉE FONDAMENTALEMENT CONTRE LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

Le gouvernement Calvo Sotelo n'eut pas plus de succès que ses prédécesseurs dans sa politique réactionnaire et terroriste et il fut incapable de colmater la brèche ouverte par la résistance toujours plus active des masses et de la guerilla. La crise de l'UCD (Union du Centre Démocratique) et du gouvernement mena à la dissolution des Chambres et il fallut provoquer des élections anticipées le 28 octobre 1982, pour permettre l'entrée des *«socialistes»* au sein du gouvernement. De cette manière, ils essayaient de contenir et diriger le mécontentement progressif et la radicalisation des masses, et de pouvoir mener leurs plans à exécution avec une moindre opposition.

Le PSOE, utilisant tout son arsenal démagogique, arbora ses consignes de *«changement»* et l'emporta par une victoire vantée d'avance. Les promesses de gel des négociations avec l'OTAN et la célébration d'un referendum, en même temps qu'il se proclamait partisan de la sortie de l'Espagne de l'OTAN, furent, avec le compromis de donner satisfac-

tion aux aux exigences démocratiques et d'amélioration des conditions de vie des masses, les raisons expliquant que dix millions d'électeurs votèrent pour le PSOE; chiffre important si on prend en considération la forte abstention du prolétariat dans toutes les consultations électorales antérieures. Néanmoins, les masses ne remirent pas un chèque en blanc aux leaders du PSOE, mais un vote en échange de l'accomplissement de leurs promesses électorales.

Deux ans se sont écoulés dès lors et le PSOE n'a accompli aucun point de son programme électoral. La politique terroriste, pro-impérialiste et anti-ouvrière du gouvernement de Felipe González est plus virulente que celle menée naguère par l'UCD et par les gouvernements successifs des derniers temps de l'étape franquiste du régime.

Depuis l'avènement du PSOE au pouvoir, l'Armée espagnole est en train d'être complètement restructurée et modernisée selon les plans de l'Alliance Atlantique. Dans l'ensemble, le budget destiné à ces plans atteint les trois mille milliards de pesètes qui sont en grande partie investis dans la rénovation de l'armée de l'Air (plan FACA) et de Terre (plan META).

La récente réforme opérée par le gouvernement social-fasciste ne tient pas seulement compte des nécessités spécifiques de l'OTAN, mais elle centre aussi ses efforts sur un déploiement plus opérationnel des Régions Militaires et des troupes sous leur commandement, en l'envisageant vers la *«lutte contre l'ennemi interne»*. Dans ce but, ils ont intensifié la préparation de forces spéciales destinées à combattre la guerilla et les mouvements de masses de type insurrectionnel. C'est le cas pour les Forces d'Intervention Immédiate (FII), des Forces de Défense Opérative du Territoire (FDOT) et la mise à jour des compagnies d'Opérations Spéciales (COES).

Depuis la réforme politique du régime, l'oligarchie espagnole a pleinement assumé la doctrine de la sécurité nationale. Cette politique *«otanistique»* n'est rien de neuf pour les militaires et la réaction espagnole; ils l'exercent depuis 40 ans. Elle n'a jamais protégé le pays contre une attaque hypothétique extérieure mais elle a combattu la résistance populaire et ouvrière. Depuis longtemps, les Ecoles et Académies militaires utilisent comme guide idéologique et politique un manuel intitulé *«Orientations, Subversions et Contre-Subversions»* et élaboré par les stratèges de l'Etat-Major de l'Armée qui suivent à la lettre les principes et les plans les plus actualisés de cette doctrine. Si elle apporte quelque chose de neuf à ces instants, c'est son application à de nouvelles conditions, dans le sens d'affronter les nouvelles méthodes de lutte du prolétariat – et spécialement la guerilla – et de le faire derrière le paravent d'une *«démocratie»*. Dans ce sens, la contribution de l'OTAN est importante dans le domaine de la technologie répressive et de l'utilisation de méthodes contre-insurrectionnelles expérimentées dans la lutte contre les mouvements révolutionnaires du monde entier.

Depuis sa montée au gouvernement, les leaders du PSOE se sont consacrés corps et âme à la modernisation de l'Etat et de son appareil répressif, comme nous l'avons déjà signalé. Ils ont consacré un particulier intérêt à la Garde Civile, corps policier dépendant de l'Armée et véritable colonne vertébrale traditionnelle de la répression du mouvement ouvrier et de la guérilla. Pendant ces années, la Garde Civile – *«la grande découverte»* des social-fascistes, d'après ses propres paroles – fut totalement modernisée et réorganisée en la dotant d'une plus grande juridiction dans les zones urbaines et suburbaines, et d'une plus grande capacité opérationnelle au moyen d'hélicoptères et de blindés ainsi que d'unités spéciales pour la lutte anti-guerilla.

Un des exemples, qui peuvent illustrer la participation de l'Armée contre la résistance populaire, est le caractère des fréquentes manœuvres qu'ils sont en train d'effectuer. Au mois d'août de cette année, une nouvelle le mettait en relief clairement. Au village appelé Abena (zone pyrénéenne de Huesca), au cours des manœuvres militaires, une unité des COES, après avoir occupé tout le village, fouillant et maltraitant la population, réunissait les habitants sur la place publique et soumettait à un simulacre d'exécution le maire et quelques habitants. D'autres villages de la contrée ont subi le même sort. Jusqu'à six jours plus tard la nouvelle ne serait pas connue. Une radio locale fut la première à la transmettre publiquement; et ce même soir elle fut assaillie et détruite par des *«inconnus»*. Le gouvernement et le Ministère de la Défense ont étouffé l'affaire comme si rien n'était arrivé. Des grandes manœuvres de ce genre se font fréquentes depuis les derniers temps, en visant à semer la terreur, à réprimer la collaboration du peuple avec la guérilla et à étouffer les tentatives de résistance.

Mais si ces activités, ils les font d'une façon plus ou moins couverte, le Plan ZEN (Zone Spéciale du Nord) pour Euskadi et d'autres similaires destinées aux différentes zones du pays où la guérilla est plus active (Madrid, Barcelone, Galice, ...), disposent ouvertement de la participation déterminée d'unités d'élite de l'Armée pour différentes tâches de répression : contrôle des frontières et des côtes, utilisation d'hélicoptères et d'unités de transports, remplacement des Forces de l'Ordre Public (FOP, c'est-à-dire : police et Garde Civile, NdT) dans la surveillance des bâtiments et des installations, etc. Tout un projet dont le but est de renforcer l'activité répressive de la police et de la Garde Civile, mission qui sera accompagnée du contrôle et de l'intimidation de la population, moyennant des rafles indiscriminées, *«disparitions»*, des actions terroristes, de la torture systématique et de l'omniprésence de la police dans les rues. Sans manquer, bien sûr, le rôle d'intoxication des milieux de désinformation qui justifient par leur collaboration assidue l'état de siège permanent auquel la population est soumise depuis des années.

La contribution de l'OTAN dans ce terrain est indéniable : beaucoup de policiers et de militaires ont suivi et suivent une instruction en Allemagne Fédérale. Les contacts avec des spécialistes anglais en contre-insurrection sont fréquents et les relations avec l'appareil répressif italien ou israélien se rapprochent. L'apport direct de l'OTAN est l'ordinateur *«Berta»* de Siemens, placé à l'Escorial et relié au réseau européen d'information dont le siège principal se trouve en Allemagne Fédérale. Et il faut parler de l'aide apportée par les nazis allemands dans la création des prisons de Haute Sécurité.

Le projet de création d'*«un espace juridique européen»* contre l'activité révolutionnaire du prolétariat, inspiré par l'OTAN, de sa stratégie de *«pacification»* des métropoles, a déjà porté ses fruits, à l'oligarchie espagnole. La récente extradition de trois réfugiés politiques basques, qui a d'autres précédents en extraditions antérieures menées par les gouvernements français, hollandais et belge, sont très éloquentes. Et ainsi on pourrait citer une vaste liste de la contribution française, avec l'appui de l'OTAN, en matière de répression des réfugiés espagnols, principalement basques, en permettant et appuyant les actions de la police espagnole et de ses bandes para-policières.

Indéniablement cette politique répressive et anti-populaire du gouvernement du PSOE est en ouverte contradiction avec les exigences de véritables transformations démocratiques de la part des masses. Et elle contribue d'une façon décisive à une clarification plus importante et à une organisation indépendante du prolétariat, qui entraîne à la lutte résolue d'autres secteurs populaires. Les masses ouvrières ont vu qu'on ne peut rien attendre du régime des monopoles, elles ont abandonné toute illusion réformiste, en se produisant un saut qualitatif en leur conscience. Tout ça approfondit encore plus le processus révolutionnaire qui est ouvert dans notre pays. Preuve de ce que nous disons est la radicalisation des luttes contre la reconversion industrielle et contre la politique terroriste du gouvernement, qui se concrétisent par des grèves, des affrontements avec la police, l'utilisation de méthodes de sabotage, des enlèvements de patrons, des attaques de locaux des syndicats jaunes et des sièges du patronat, de l'appui actif à la guérilla ou les mobilisations combattantes par toute l'Espagne contre l'OTAN et pour le démantèlement des bases yankees. Madrid, Barcelone, Bilbao, Saragosse et Valladolid ont été le cadre de la sortie à la rue de centaines de milliers de personnes manifestant leur rejet à la politique d'alliance avec l'impérialisme.

Nous, révolutionnaires, savons que le gouvernement, serviteur fidèle des intérêts monopolistes et impérialistes, ne modifiera pas d'un poil les décisions prises par ses maîtres. L'intégration de notre pays dans l'OTAN constitue pour l'oligarchie espagnole une nécessité inévitable face à la crise dans laquelle se trouve le système capitaliste et qui affecte encore plus gravement le capitalisme et la société espagnoles. Ce n'est qu'en leur faisant face, en ne faisant pas de concessions et en persistant dans la résistance qu'on les fera battre en retraite.

LE MOUVEMENT ANTI-IMPÉRIALISTE DANS LA PERSPECTIVE DE LUTTE DES CLASSES DANS NOTRE PAYS ET DE L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

Comme nous avons pu remarquer par ce qui a été exposé antérieurement, le processus d'intégration de l'Espagne dans l'OTAN a été étroitement lié à l'essor et au développement du Mouvement de Résistance contre le régime fasciste. C'est au cours de cette nouvelle phase de la lutte des classes dans notre pays que, d'une part, l'oligarchie espagnole a ressenti le besoin de s'unir à la bourgeoisie impérialiste mondiale, cherchant son appui et son aide; mais, d'autre part, la classe ouvrière et les autres secteurs populaires, alors qu'ils développaient leur lutte pour de vraies améliorations économiques et politiques, ont amplifié leurs objectifs et le niveau de leurs mobilisations jusqu'à former un Mouvement Politique de Résistance unique, qui englobe aussi bien la lutte contre l'Etat des monopoles que la lutte contre l'impérialisme.

Logiquement, c'est suite à ce processus de radicalisation et de plus large éclaircissement du Mouvement de Résistance que les révolutionnaires et les organisations d'avant-garde, spécialement le Parti de la classe ouvrière, sont confrontés à la croissante présence du bloc impérialiste dans notre pays. C'est donc au cours de la lutte contre notre bourgeoisie que s'impose la lutte contre la réaction internationale, représentée actuellement par le bloc agressif de l'OTAN. Pour les mêmes motifs, c'est l'élargissement de la sphère de lutte des classes qui nous mène à une coopération et à une aide entre révolutionnaires du monde entier. Tout cela sur base du fait que nous sommes dans un pays capitaliste développé, possédant une bourgeoisie qui a ses intérêts propres, qui contrôle les ressorts fondamentaux de la politique et de l'économie espagnole; par conséquent ce pays ne peut être considéré comme une colonie de l'impérialisme.

Faire d'abord la révolution dans son propre pays et aider les autres à la faire dans le leur :

voici notre conception, dans nos conditions et dictée par l'expérience, de ce qui doit être actuellement le combat général contre le monopolisme et l'impérialisme et, donc, notre manière de concevoir l'internationalisme prolétarien.

De tout ce qui a été dit antérieurement, on peut également déduire la solution à un autre grave problème auquel les communistes sont confrontés : établir un juste rapport entre le mouvement populaire anti-impérialiste et les intérêts de la classe ouvrière; en bref, le problème de la direction de ce mouvement.

Des larges secteurs populaires sont intégrés dans la lutte contre l'OTAN et contre les bases yankees. Le danger nucléaire, l'appui de la part du complexe militaire-informatif de l'Alliance à l'appareil répressif et à l'armée du régime, les dépenses qui retombent sur les classes populaires, et la possibilité d'utilisation de notre jeunesse comme chair à canon dans les expéditions agressives impérialistes, sont des problèmes, entre autres, qui affectent des millions de personnes. Tout cela a permis la formation d'un vaste mouvement de protestation et de refus qui compte non seulement sur la participation de la classe ouvrière qui en est le moteur, mais aussi d'importants secteurs d'autres travailleurs, des étudiants et des intellectuels progressistes.

Ce mouvement anti-impérialiste se concrétise dans la pratique par la formation de groupes et de comités anti-OTAN, manifestations massives, actions armées des organisations de guerilla contre des objectifs directement liés à l'Alliance Atlantique, confrontations avec les forces répressives, marches de milliers de personnes contre les bases yankees et dénonciations de tout genre contre les dangers de l'intégration à l'Alliance. Ce sentiment anti-impérialiste n'est pas nouveau en Espagne; il remonte à plusieurs décennies, à la signature du Traité Bilatéral avec les USA, traité qui, comme nous l'avons vu, a mené à un renforcement de la dictature et, par conséquent, à la répression et à l'exploitation des travailleurs. Parallèlement à cette montée du refus de la politique impérialiste, s'est produit un appui toujours plus fort à la lutte des peuples pour leur indépendance et, en général, une solidarité avec les révolutionnaires du monde entier.

Face à la poussée de ce mouvement qu'on a vu stimulé depuis l'intégration de l'Espagne dans l'OTAN, les monopolistes, leur gouvernement et les partis réformistes qui l'appuient ont essayé et continueront à essayer de le dévier vers la voie du pacifisme bourgeois; en bref, ils essayeront de pousser le mouvement à agir dans les limites de la légalité établie par la propre bourgeoisie, ce qui signifie l'utilisation de ce mouvement aux fins du régime, qui ne sont autres que le renforcement des structures politico-militaires de l'organisation atlantique. Comme c'était déjà le cas à l'époque de la réforme politique, l'allié principal de l'Etat des monopoles dans la tâche de sabotage *«de l'intérieur»* du mouvement anti-impérialiste dans notre pays, est le parti carrilliste (PCE); celui-ci agit dans le double but de mener les mobilisations vers le pacifisme et les voies légales, et de cacher outrageusement l'étroite relation existant entre l'intégration dans l'OTAN et les plans répressifs du propre régime à l'intérieur de notre pays.

Tous ces souhaits des réactionnaires sont favorisés par la composition nécessairement inter-classiste du mouvement, ce qui permet à la bourgeoisie de profiter des vacillations de certains des secteurs populaires qui participent à cette lutte; vacillations qui entraînent la tendance à la passivité, la séparation de la lutte anti-OTAN des principaux problèmes que vit le pays (chômage, répression, etc.) l'abdication face aux promesses des porte-paroles du régime et, surtout, le danger d'ébranlement, par l'option, face à la dureté de la lutte, de l'inclure dans les limites de la légalité fasciste.

Prenant tous ces facteurs en considération, notre Parti soutient que cette lutte ne pourra être efficace que si elle est dotée d'une direction adéquate et d'un contenu révolutionnaire; c'est-à-dire si elle est incluse dans les objectifs de la révolution en Espagne, objectifs qui ne peuvent être autres que l'édification de la société socialiste, après destruction en Espagne, par la violence révolutionnaire, de l'appareil bureaucratique-militaire du fascisme et l'expropriation des monopoles. Pour tout cela, notre Parti n'a pas cessé de dénoncer les plans intégrationnistes de l'oligarchie, ainsi que le travail de sape des pays apprivoisés et appelle à une lutte plus radicale contre l'OTAN et contre la permanence des bases yankees, en y participant activement. Nous, communistes, travaillons dans les organisations et groupes anti-OTAN et encourageons la création de nouveaux groupes, cherchant la coordination avec d'autres organisations populaires (anti-répression, cercles de chômeurs, etc.), tout en motivant les organisations de guerilla à continuer et augmenter leurs actions contre les intérêts impérialistes.

C'est de cette manière que la lutte contre l'OTAN se lie étroitement avec tout le Mouvement de Résistance qui lutte pour le renversement du Régime et des piliers qui le soutiennent. Dans le cadre du capitalisme, nous ne pourrons jamais éviter ses tendances agressives et impérialistes; pour cela, il est nécessaire de détruire les causes et le pouvoir qui les alimente et qui en est à l'origine. Si cette lutte devait être dépourvue d'objectifs révolutionnaires, elle n'obtiendrait, dans le meilleur des cas qu'arracher certaines promesses du régime comme cela a été le cas pour le *«referendum»* qui a été promis dans le seul but d'apaiser le refus à l'OTAN de millions de personnes. Néanmoins, cette promesse n'a pas paralysé les voies de l'intégration, bien au contraire; pouvons-nous encore douter que avec ou sans referendum cette unité de la contre-révolution sera toujours plus grande, utilisant pour cela n'importe quelle manœuvre ou tromperie. Sans écarter le fait qu'au cours de la lutte, des conquêtes partielles pourront être arrachées et qu'on pourra faire reculer les forces réactionnaires et leurs laquais, nous disons que seul le renversement du régime des monopoles amènera au démantèlement des bases yankees de notre pays, nous éloignera du bloc impérialiste et, en finalité affaiblira le front de la réaction mondiale.

Il est évident que tout ce mouvement révolutionnaire et, donc, le mouvement anti-impérialiste, ne pourra avancer que s'il est doté d'une direction claire et ferme, direction que, étant donné les conditions de notre pays, seule la classe ouvrière et son Parti sont en mesure de fournir. Seule la classe ouvrière peut apporter à ce front de lutte révolutionnaire la fermeté, la capacité d'organisation et la combattivité nécessaires; seul le Parti peut le doter d'une coordination avec les autres fronts de lutte, d'une largesse de vue et d'une continuité.

De toute manière, nous ne pouvons ni devons oublier l'envergure internationale que prend cette lutte actuellement; nous assistons à une offensive coordonnée des forces réactionnaires dans tout le monde capitaliste et à une internationalisation de la répression, dont la tête est l'impérialisme yankee avec l'OTAN comme garant et bras exécuteur de toute cette stratégie contre-révolutionnaire. La bourgeoisie impérialiste s'apprête à mettre en route toute la machinerie de ses états contre la révolution montante. Face à ce panorama, les communistes d'Espagne sommes conscients de la nécessité de resserrer nos liens avec les révolutionnaires du monde entier, spécialement avec les communistes de tous les pays d'Europe, et de vitaliser la solidarité internationaliste du prolétariat. Notre propre expérience historique – rappelons la guerre civile de 1936 à 1939 – nous y pousse.

Pour tout cela, nous considérons qu'un premier pas dans ce sens serait l'échange d'expériences de lutte dans chaque pays, la plus grande connaissance mutuelle des révolutionnaires et la généralisation de ces expériences aux différents peuples. Nous sommes sûrs que de nouveaux pas rendront cette coopération plus profonde et après celle-ci, viendront la solidarité, les aides mutuelles et la coordination. Seulement ainsi, en organisant et en impulsant la lutte révolutionnaire dans chaque pays et en resserrant les liens internationalistes, nous réussirons à freiner les plans de la bourgeoisie, nous empêcherons la concentration des forces répressives dans un seul pays et l'obligerons à diviser ses forces; en définitive, nous réussirons à la freiner d'abord et à la renverser ensuite.

Commune Karl Marx des prisonniers politiques du PCE(r) et des GRAPO dans la prison de Soria - Octobre 1984

Brigades Rouges: communiqué de l'exécution de G.Giugni (1983)

Mardi 3 mai, un noyau armé de notre organisation a frappé **Gino Giugni**, rond de cuir du staff des têtes pensantes du *«Parti de la Guerre»* dans notre pays.

Nos intentions à l'égard de ce porc étaient et restent claires : **la liquidation du personnel impérialiste est un problème que la guerre de classe saura de mieux en mieux affronter !**

QUI EST GIUGNI ?

Qui est celui-ci et ce qu'est le projet qu'il représente est vite dit : il s'est construit son *«succès»*, sur le terrain national et international, comme représentant conscient des intérêts de la bourgeoisie impérialiste sur le terrain des différentes stratégies d'enchaînement de l'antagonisme de classe que la bourgeoisie nomme *«négociation»*, ou plutôt conciliabilité (évidemment de son point de vue !) des luttes et des conquêtes prolétariennes dans un cadre de compatibilité avec les intérêts et les exigences capitalistes.

Tout cela dans la tentative d'institutionnaliser et de corporatiser l'antagonisme prolétarien et de l'enfermer dans la logique syndicale de la négocation.

Appartenant aux plus hauts niveaux de la bande à Craxi, traducteur dans la réalité italienne des politiques impérialistes de restructurations antiprolétariennes, cerveau politicotechnique au service des divers ministères économiques et, plus généralement, des politiques économiques de l'Etat dans les différents gouvernements, Giugni représente toutes les étapes parcourues par la bourgeoisie depuis plus de vingt ans dans la tentative de mener la lutte de classe selon ses exigences.

Selon les conjonctures politico-économiques, cet *«homme de toutes les saisons»* a chevauché le tigre du mouvement ouvrier, en cherchant à le plier aux limites de la négociation syndicat-bourgeoisie.

Nous l'avons vu à l'œuvre dans les années 69/70, quand un formidable mouvement de luttes ouvrières et prolétaires, au nom de l'égalitarisme et de l'autonomie de classe par rapport au révisionnisme, commençait à détacher les intérêts et les besoins des masses, des nécessités de la production et de l'accumulation capitaliste, et arrachait de consistantes conquêtes politiques et matérielles à une bourgeoisie encore en mesure de mettre en œuvre une politique de recherche du consensus à l'égard de l'antagonisme de classe.

Celui que les *mass-média présentent comme «le père du Statut des Travailleurs»* n'est pas autre chose que le diligent législateur qui enregistre et institutionnalise un état des rapports de force entre les classes – alors en faveur du prolétariat – en tentant de traduire en des normes écrites, et donc concordantes, ce que le mouvement prolétarien conquérait en dehors de toute négociation possible.

Ce qu'a toujours théorisé cet individu louche est justement la force non médiable de la lutte de classe et, pour cela, il a toujours travaillé à faire du conflit entre les classes, une confrontation calme et *«démocratique»* entre les *«différents»* représentants en présence, en désaccord entre eux mais de toute manière unis par une volonté unique : subordonner les intérêts prolétariens aux exigences et aux choix du capital.

LE PROJET DU «PACTE SOCIAL»

Mais si, en 69/70, la bourgeoisie pouvait encore mettre en œuvre une politique réformiste du fait des possibilités économiques et politiques qui lui étaient encore permises (sauf que dans le même temps elle attaquait directement la classe par les massacres et la chasse aux avant-gardes), la crise générale du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale a complètement mis à la lumière la nature réelle de classe des différents projets réformistes et syndicaux que Giugni a contribué à élaborer. Selon les rudes nécessités de la restructuration pour la guerre impérialiste, le prolétariat devrait consciemment accepter la défaite totale de son autonomie de classe et se faire *«représenter»* à la table des négociations, dans le jeu de la confrontation entre ce qu'ils appellent les *«parties»*. Les résultats sont sous les yeux de tous : les accords sur la *cassaintegrazione*, l'accord sur les indemnités de départ et sur le coût du travail. En particulier, l'accord de janvier est la base du projet de **«pacte social»** et représente un saut qualitatif dans l'expulsion de la classe des *«négociations»* entre force de travail et capital.

Cet accord a été réalisé grâce, justement, au niveau atteint par le projet de redéfinition de l'Etat et par la fonctionnalisation des partis et du syndicat au plan de plus grand développement du caractère exécutif (*esecutivizzacione* en italien, NDT) des choix généraux sur le terrain de la politique économique.

Il représente en effet un saut qualitatif par rapport à la négociation traditionnelle entre force de travail et capital, en ce qu'il établit un plan de décisions qui investit tout l'arc des coûts de la reproduction sociale et toutes les normes du salaire social global (assistance, sécurité sociale, etc.). Cet accord permet le lancement des licenciements de masse, une gestion encore plus rigide du marché de la force de travail, la compression jusqu'à l'invraisemblable des dépenses sociales et des mécanismes de récupération salariale de l'inflation, mais surtout le déplacement de la contradiction hors des usines, des places, des postes de travail : c'est la matérialisation des choix récessifs de la politique économique de guerre qui signifie imposer au prolétariat de travailler encore plus, de travailler à peu, de travailler pour peu.

C'est l'attaque directe à la baisse du coût de la reproduction de la force de travail, obtenue au moyen de freins des dépenses contractuelles et, plus généralement, aux dépenses sociales qui bloquent pour trois ans et demi les augmentations salariales dans le cadre rigide des *«plafonds anti-inflationnistes»* établis par le gouvernement, la Confindustria et les syndicats. Selon les plans de ces Messieurs, la lutte ouvrière devrait se réduire à constituer la masse de manœuvre dans le jeu des parties, dans lequel les objectifs à atteindre sont déjà établis au départ par le cadre de compatibilité avec les exigences de *«gestion»* du cycle de l'accumulation.

C'est la restructuration du marché du travail, qui vise à rendre les conditions de vente de la force de travail telles que le coût en reste bas. C'est la stérilisation des automatismes et de l'échelle mobile, qui rend aujourd'hui la capacité de revenu prolétarien très en-dessous des nécessités effectives. C'est la plus grande différenciation entre catégories, contre ce que les patrons appellent *«l'applatissement»*. C'est la réduction des dépenses sociales et leur détournement vers les dépenses militaires et de soutien aux multinationales.

C'est, surtout, l'attaque politique à la classe, pour en annuler les conquêtes, la résistance, les niveaux d'organisation construits par des années de lutte.

L'ATTAQUE POLITIQUE CONTRE LE PROLETARIAT METROPOLITAIN

L'attaque contre le Prolétariat Métropolitain pour transformer le rapport de force général au plus grand avantage de la bourgeoisie impérialiste mène à une détérioration des conditions de vie des masses et conclut définitivement toute velléité capitaliste de gérer le conflit de classe, en ce sens que les limites de la médiation réformiste avec l'antagonisme se réduisent de manière drastique, ouvrant une phase d'affrontement ouvert. La seule *«gouvernabilité»* possible serait dans le fait que le prolétariat accepte de participer à un vaste front interclassiste de soutien aux nécessités de restructuration du capital multinational.

Giugni et ses compères rêvent d'un prolétariat divisé et corporatisé, au sein duquel règne la concurrence pour pouvoir être introduit dans le cycle de production, au prix et aux conditions dictées par les limites restreintes de la

crise. A l'intérieur de la paix contractuelle et de la prévisionnabilité des objectifs des luttes, la négociation individuelle s'ouvre sur l'accès aux postes de travail disponibles et sur les conditions de l'exploitation dans l'usine et à tous les postes de travail.

Ce que ces accords sanctionnent politiquement est la possibilité pour la bourgeoisie de déclencher une attaque frontale contre tout le prolétariat métropolitain, alors que le mouvement révolutionnaire et antagoniste connaît une relative faiblesse. Tout accord est en effet le fruit de rapports de force précis entre les classes et constitue un nouveau pas en avant pour renforcer la position de force de la bourgeoisie. Tout ceci a immédiatement pour effet une détérioration générale des conditions de vie et de la négociation du prix de la force de travail. Mais il a surtout le sens politique d'une attaque pour liquider l'autonomie de classe du prolétariat et sa politique révolutionnaire. C'est la stratégie de l'anéantissement de la possibilité historique de transformer la restructuration pour la guerre impérialiste en guerre de classe pour le communisme.

Les désirs des divers Giugni, Merloni, Benvenuto, De Mita, Lagorio ne fonctionneraient que si, dans notre pays, le Prolétariat Métropolitain avait réellement choisi de vivre pacifiquement avec ses exploiteurs et s'était dissocié de la lutte de classe au profit du *«pacte social»* et néocorporatiste.

Que les choses ne soient pas exactement ainsi est démontré par les fuites décomposées des différents syndicalistes de toutes les places d'Italie et par les *«non»* secs opposés par les luttes les plus significatives de ces derniers mois aux choix de politique économique.

La tentative de faire reculer le mouvement antagoniste jusqu'au seuil de la résistance extrême est la tentative révisionniste de canaliser les tensions de classe vers la défense de conditions politiques générales, aujourd'hui indéfendables du fait du niveau atteint par la crise, et par conséquent, des choix obligatoires du capital multinational pour pouvoir continuer à fonctionner comme tel. Dans le projet de liquidation de toute apparence, même minime, de politique prolétarienne antagoniste (pour ne même pas parler de tout projet révolutionnaire!), l'attaque vise à reconstruire un cadre de rapports entre les classes dans lequel les progrès de restructuration pour la guerre impérialiste soient assurés du maximum de paix sociale.

On ne concède plus rien au prolétariat. Pour lui, on prévoit seulement le *«privilège»* de contribuer, par une kyrielle de pactisations continuelles, à soutenir les choix de la bourgeoisie impérialiste, dans une position définitivement subordonnée. Cela n'a été possible que par rupture de la résistance ouvrière et prolétaire à l'exploitation capitaliste, par le recul des positions d'autonomie politique conquises au cours d'années de luttes et d'organisation prolétarienne sur le terrain révolutionnaire.

DEFENDRE LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT METROPOLITAIN

Face à l'attaque généralisée de la bourgeoisie, le problème aujourd'hui n'est pas de se river à des positions d'*«extrême défense»*, mais de reconquérir les conditions politiques et les rapports de force toujours plus favorables, afin de pouvoir briser le niveau des contradictions sur le terrain de l'antagonisme de classe et de situer l'initiative révolutionnaire dans un sens contraire aux projets de pacification entre les classes.

Le Prolétariat Métropolitain n'a rien à défendre si ce n'est la possibilité d'expression de sa politique révolutionnaire, condition pour briser les tentatives de le ravaler aux limites du pacifisme lâche et le transformer en son contraire, pour se libérer définitivement de la chaîne révisionniste qui travaille à la défaite de son autonomie de classe et pour pouvoir faire reculer de manière significative les projets de restructuration pour la guerre impérialiste dans son parcours de libération de l'esclavage du travail salarié.

LA RESTRUCTURATION DE L'ETAT POUR LA GUERRE IMPERIALISTE

La fonction de l'Etat dans cette phase et le fait qu'il assume de nouvelles tâches sur le terrain de la politique économique, de la politique contre-révolutionnaire et de la politique extérieure, sa plus grande fonctionnalisation aux exigences de la restructuration profilent encore plus clairement le rôle de l'Etat comme interprète au plus haut niveau des intérêts de la bourgeoisie impérialiste. La fin de *«l'assistantialisme»* redéfinit l'Etat, non plus comme régulateur du conflit entre les classes, mais comme expression explicite de la domination de la bourgeoisie, comme garant, en termes politiques, économiques, militaires et idéologiques de la restructuration pour la guerre impérialiste.

Tout cela porte en soi l'accélération de la prise de conscience par le prolétariat de la nature politique de l'affrontement, en dévoilant dans le même temps l'inconsistance de toute proposition qui vise à la défense des conditions politiques générales propres à la phase passée. La capacité de reconstruire la résistance ouvrière et prolétaire aux projets de guerre de la bourgeoisie impérialiste est liée au déchirement révolutionnaire du cadre politique actuel et à la redéfinition du nouveau caractère de l'autonomie de classe.

Cela a été rendu possible aussi par la difficulté croissante qu'ont les révisionnistes à avoir ne serait-ce que le minimum de crédibilité pour pouvoir continuer à *«représenter»* les intérêts, même les plus immédiats, du Prolétariat Métropolitian. La politique révisionniste est aujourd'hui prise entre deux forces opposées : d'une part la bourgeoisie impérialiste qui tend à la subordonner complètement à ses projets et de l'autre le Prolétariat Métropolitain qui l'*«oblige»* à garantir d'une certaine manière ses intérêts. Ce *«pot de terre»* ne pourra que se briser bruyamment, et avec lui toutes les tentatives de subordonner l'antagonisme prolétarien aux projets de la bourgeoisie impérialiste.

Si la restructuration pour la guerre impérialiste ouvre et aiguise les contradictions entre les intérêts matériels et politiques du prolétariat et sa *«représentation historique»*, en la poussant dans une crise de son rôle sans représentation, les forces révolutionnaires doivent favoriser cette crise. Ce n'est qu'à partir de la désagrégation de ces *«cages»* qu'il est possible de libérer toutes les nouvelles forces prolétariennes produites par l'antagonisme à la restructuration pour la guerre.

TRANSFORMER LA RESISTANCE EN LUTTE REVOLUTIONNAIRE CONTRE LA GUERRE

Il s'agit de favoriser la démystification des contenus et des propositions qui empêchent l'expression de la classe, justement au moment où apparaît leur usure et où leur faiblesse face au projet dans cette phase de la bourgeoisie impérialiste se dévoile. Il s'agit de contribuer à faire émerger chaque élément qui s'affirme dans la lutte contre le projet dirigé par le *«parti de la guerre»*, il s'agit d'appuyer, de soutenir les contenus les plus avancés des luttes du Prolétariat Métropolitain et de recomposer la classe sur le terrain révolutionnaire, en attaquant dans le même temps ceux qui tentent de l'enfermer dans des schémas vieux et perdus d'avance.

Les contenus politiques les plus avancés apparus dans les luttes contre la guerre, contre l'Etat de la torture, contre le projet de la reddition et de la désolidarisation, contre la politique économique du gouvernement ont encore une fois mis en évidence la capacité du Prolétariat Métropolitain, et en particulier de la classe ouvrière, de notre pays, malgré le déchaînement de la contre-révolution et les erreurs des forces révolutionnaires, à être en mesure de tenir tête aux projets guerriers de la bourgeoisie. Ceci éclaire déjà les modifications opérées (et surtout celles à venir) dans l'activité générale des masses contre l'Etat et son projet de phase.

La spontanéité prolétarienne s'oppose à la restructuration de l'Etat pour la guerre impérialiste dans les manières par lesquelles elle réussit à s'exprimer, mais cette résistance risque de se fixer à une défense passive et sans issue.

On doit au contraire porter cette résistance à se transformer dans un sens révolutionnaire pour s'opposer victorieusement à la perspective de guerre, en développant les contenus de l'antagonisme prolétarien et l'activité générale des masses en une participation consciente à l'affrontement imposé par la bourgeoisie. Il s'agit donc de se doter de la politique révolutionnaire apte à œuvrer sur l'ensemble des contradictions, que les plans de l'ennemi de classe déchaînent à l'intérieur du Prolétariat Métropolitain, en dirigeant les luttes et le combat prolétarien contre les articulations du projet de la bourgeoisie dans les différentes conjonctures, et de doter les programmes du plan stratégique révolutionnaire en visant à atteindre l'objectif politique de phase : la destruction du projet de restructuration pour la guerre impérialiste par la conquête du pouvoir politique par le Prolétariat Métropolitain.

A partir d'aujourd'hui, cet objectif doit vivre et guider l'activité de direction des luttes et du combat prolétarien, en ce sens que les programmes des différentes conjonctures sont liés à la conquête de rapports de force toujours plus favorables au prolétariat, dans le parcours par étapes de la libération de l'esclavage du travail salarié. La possibilité de vaincre est liée à la capacité de l'avant-garde communiste à identifier clairement les objectifs que l'on entend poursuivre en rapport aux niveaux réels et concrets de conscience et d'organisation des masses.

L'attaque contre Giugni est pour nous le premier moment de la relance de l'initiative révolutionnaire qui identifie le programme des B.R. contre le cœur de l'Etat dans cette conjoncture comme **attaque multiforme de tout le Prolétariat métropolitain contre le «pacte social», étape fondamentale pour la mise en œuvre du projet de la bourgeoisie impérialiste de liquidation de la politique révolutionnaire.** L'attaque portée s'insère au niveau le plus élevé des contradictions entre Prolétariat Métropolitain et Etat dans cette conjoncture, et en cela elle constitue un pas en avant puissant dans la redéfinition du rapport en avant-garde communiste et masses prolétariennes, qui va dans le sens de la nécessité de :

Conquérir l'antagonisme prolétarien au programme révolutionnaire !

Conquérir et organiser les avant-gardes pour la stratégie de la lutte armée pour le communisme !

LA PREPARATION DE LA GUERRE IMPERIALISTE

La conjoncture politique internationale actuelle est caractérisée par une accélération marquée de la préparation des conditions politiques et matérielles du déploiement de la guerre impérialiste.

L'Est et l'Ouest accélèrent ce processus en restructurant leurs appareils politiques, économiques, militaires et idéologiques dans le but

avoué que les problèmes créés par la crise actuelle ne puissent être résolus que par un conflit armé qui redessine globalement le visage du monde. Ce qui déchaîne la dynamique conflictuelle entre les deux blocs impérialistes est le fait que les conditions de la reproduction du capital à l'échelle internationale commencent à manquer. La modification de la position de chaque pays à l'intérieur de la division internationale du travail, les termes toujours plus âpres de la concurrence sur un marché mondial qui n'est plus en mesure de s'étendre, les difficultés d'accès aux sources d'énergie et aux matières premières dues à la dégradation de l'ensemble des relations entre les pays, sont les causes qui amèneront la barbarie impérialiste à déchaîner le génocide des prolétaires et la destruction des biens et moyens de production, pour un nouveau partage du monde et pour une plus grande exploitation des peuples. Cette tendance, aujourd'hui dominante, n'est établie, ni par un *«destin fatal»*, ni par un esprit occulte qui élaborerait plans et stratégies, mais [...] *[ici manque une ligne, Ndt]* et militaires, opérées par les fractions du capitalisme les plus fortes pour découper leur propre part de marché, pour augmenter les profits et pour accroître leur propre capital au détriment de ceux plus faibles. Le mouvement de ces capitaux modifie et redéfinit par rapport à leurs propres exigences les conditions générales de toute la formation économique et sociale, ainsi que les rapports entre les classes, en polarisant les intérêts respectifs. Ce processus et ses finalités étant, par-delà les différences spécifiques à chaque pays, conformé par de grands facteurs communs, trouve unie toute la bourgeoisie impérialiste occidentale. Cela est démontré d'un côté par le processus de raffermissement des alliances et des liens entre pays de la même aire et par la création de nouvelles alliances en vue du déploiement final, et de l'autre, par la mise en œuvre de procès de restructuration des Etats nationaux, en cherchant à les rendre fortement exécutifs et dirigés par une fraction politique que nous appelons *«Parti de la guerre»*, en mesure de représenter les intérêts de la classe bourgeoise parmi les intérêts plus généraux de l'ensemble de l'aire.

L'hypothèse d'une guerre entre les deux principales super-puissances est ouvertement discutée dans les *mass-média*, accompagnée de symtômes sans équivoques de barbarisation politique, telle que la propagande qui vise à présenter l'ennemi potentiel comme un monstre.

Si le terrain des négociations sur la réduction des armements stratégiques est celui auquel on fait le maximum de publicité, il est aussi le moins représentatif des rapports réels en gestation, parce qu'il est le théâtre d'initiatives de propagande continuelles, d'amélioration de l'image internationale des protagonistes. A presque toutes les époques, les ambassadeurs assis à la table des négociations ont été surpris par les déclarations de guerre !

La mesure réelle des rapports inter-impérialistes est au contraire donnée par un ensemble de décisions économico-politico-militaires que les deux blocs impérialistes sont en train de mettre en œuvre, et qui démontrent sans équivoque une volonté de réarmement colossal à court terme. Pour l'Occident, avec l'avènement de Reagan, la politique extérieure américaine vise au rétablissement de la suprématie US au niveau planétaire, en s'assignant la *«charge»* de défendre et élargir ses propres intérêts*«vitaux»* en toute partie du monde. *«Nous vivons à une époque où un coup d'Etat, une grève de grandes dimensions, un attentat terroriste ou une guerre entre pays voisins, même loin de nos frontières, peuvent, comme jamais jusqu'à aujourd'hui, déchaîner des conséquences à l'échelle mondiale qui frapperaient notre bien-être national et notre sécurité. Il est nécessaire que nous ayons une vaste vision stratégique qui insère les problèmes régionaux dans un cadre global»*. (D. Jones, chef d'Etat-major américain).

L'administration Reagan entend relancer la politique internationale américaine en tentant de récupérer toutes les défaites des dernières années, du Vietnam à l'Angola, du Nicaragua à l'Iran.

Une politique impérialiste, donc, qui vise à rétablir le rapport de force général entre les USA et l'URSS de manière résolument favorable aux Américains et qui *«dissuade»* l'URSS d'une politique d'expansion dans des zones dangereuses pour la *«sécurité»* des USA, c'est-à-dire en toute partie du monde !

Dans le développement de cette stratégie, l'installation des euromissiles est essentielle, dans la mesure où c'est en Europe et en Méditerranée que les blocs se confrontent directement. Mais non seulement cette stratégie veut recouvrer force et agressivité en dépassant le concept de *«discussion réciproque»*, c'est-à-dire l'impossibilité *(la non-convenance)* concrète d'un conflit nucléaire direct, pour au contraire affirmer aujourd'hui concrètement la possibilité d'un conflit nucléaire, limité, mais direct, entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie dans des zones comme l'Europe et la Méditerranée. Dans le contexte actuel de crise, cette politique détermine, aux USA et en Europe, une situation nouvelle, sur le plan intérieur et dans toute l'aire occidentale, par rapport aux décennies passées. Si avant, les augmentations des dépenses sociales croissaient parallèlement – même avec des volumes différents – à celles des dépenses militaires, il existe aujourd'hui un rapport rigide entre ces deux domaines, et la croissance de l'une se fait au détriment de l'autre. Cette situation fait que la politique militaire dirigée par les USA dans toute l'aire occidentale rencontre l'opposition et la résistance de vastes mouvements de masse composés de toutes les couches sociales qui sont attaquées par une politique d'atteinte aux dépenses sociales, et qui, par leur valeur *«interne»*, se situent objectivement en termes anti-impérialistes, comme le sont subjectivement les mouvements contre la guerre.

Cette politique constitue un choix obligatoire pour l'impérialisme, déterminé par un contexte international caractérisé par une récession économique généralisée qui persiste pour la troisième année consécutive, et dans lequel toutes les mesures et contre-tendances mises en œuvre ne peuvent constituer autre chose qu'un frein temporaire à la tendance dominante.

DES CONTRADICTIONS AU SEIN DES BLOCS

La *«gestion contrôlée»* de la récession constitue actuellement le *«credo»* de la majorité des pays à capitalisme avancé, et l'aspect phénoménologique qu'elle recouvre est le processus en œuvre dans tout l'Occident que nous appelons *«restructuration pour la guerre impérialiste»*. Les choix faits pour chaque pays en matière de politique économique et monétaire, tout en étant cohérents avec les orientations générales et les perspectives de fond, développent de fortes contradictions au niveau économique entre les pays du même bloc, comme par exemple en Europe, entre Europe et USA, USA et Japon, et Europe et Japon. De ce point de vue, l'exigence du renforcement des liens politico-militaires ne se réduit pas aux exigences spécifiques de chaque pays, mais à la nécessité pour le système impérialiste dans son ensemble de dépasser la crise en s'acheminant vers la confrontation avec le bloc adverse.

Le capitalisme, au stade de l'impérialisme des multinationales, a créé un système de rapports tellement intégré qu'il ne peut se développer qu'en accroissant tant les dimensions que la force de cohésion de l'interdépendance.

En Italie, partie organique du système de relations **(chaîne impérialiste)** de l'Occident, les caractères généraux de la crise ne diffèrent pas de ceux de l'aire dont elle fait partie : récession productive, inflation, chômage, etc. Le caractère spécifique se trouve, par contre, dans l'acuité et la gravité particulières de ces phénomènes, qui confirment le rôle de *«maillon faible de la chaîne impérialiste»* de l'Italie. Plus encore que dans d'autres pays, le capitalisme italien voit se restreindre l'éventail des choix possibles, dans un système d'équilibres où la reprise d'un rôle compétitif est encore plus liée à l'aggravation de la crise. C'est ainsi que les facteurs qui ont concouru à aggraver localement les phénomènes critiques communs à tout le système impérialiste font aujourd'hui partie de la psychologie même de la société italienne et, dans le même temps, sont les principaux obstacles à la reprise *«en temps utile»* de la compétitivité commerciale.

Le plus puissant de ces obstacles est aujourd'hui constitué par la capacité de la classe ouvrière et du Prolétariat Métropolitain à établir des rapports de force généraux qui puissent peser sur la détermination des choix capitalistes. C'est pourquoi la défaite politique de la classe devient l'un des principaux objectifs de la bourgeoisie impérialiste, en même temps que la redéfinition de la physionomie sociale du système des partis et de l'Etat.

Camarades prolétaires,

La stratégie de la Lutte Armée, comme aspect le plus avancé de la Politique Révolutionnaire, doit savoir conquérir les niveaux divers et différenciés de l'antagonisme prolétarien au **programme révolutionnaire** qui ne peut être synthétisé comme programme de tout le Prolétariat Métropolitain dans la conjoncture que dans une dialectique concrète avec les mouvements de masse existants sur le terrain de la lutte anti-impérialiste et avec les contenus exprimés dans les luttes de la classe ouvrière.

Conquérir l'antagonisme prolétarien au programme révolutionnaire signifie orienter et diriger les formes et les contenus exprimés dans les luttes des divers secteurs du Prolétariat Métropolitain dans le cadre de la stratégie de conquête du Pouvoir Politique.

Cela signifie réunifier et généraliser les contenus politiques les plus avancés des luttes qui mettent en commun les conditions et les exigences de tout le prolétariat contre les projets de restructuration anti-prolétariens de la bourgeoisie. Les intérêts prolétariens rencontrent le même adversaire dans toute l'Europe, au-delà des différences existantes entre les mouvements qui se mobilisent et entre les contenus qu'ils mettent en avant et qui constituent un ensemble d'antagonisme prolétarien qui investit non seulement les choix que l'impérialisme est en train de faire, mais aussi la substance même de l'organisation capitaliste du travail et de la société. Le prolétariat a de plus en plus conscience qu'au-delà de toute solution que la bourgeoisie puisse mijoter pour faire face à la crise, son futur dans ce mode de production ne peut être fait que d'une exploitation plus grande et de la misère face, paradoxalement, à un développement de la richesse sociale à la seule disposition de secteurs de classe toujours plus restreints.

Les perspectives sont assez claires : cycles de production de plus en plus automatisés qui réduisent l'emploi, augmentation de l'exploitation de la force de travail qui reste employée, etc. Tout cela en fonction d'une réduction des coûts de production des marchandises pour favoriser la part d'exportation vers les marchés extérieurs, dans une mesure directement proportionnelle à l'appauvrissement des conditions de vie des masses prolétariennes à l'intérieur.

L'antagonisme que cette conscience développe dans le Prolétariat Métropolitain, à travers mille formes et contenus, doit être synthétisé dans ses aspects politiques les plus avancés en un programme révolutionnaire des avant-gardes communistes, et organisé et dirigé en un affrontement politique pour le pouvoir. La réunification des avant-gardes doit être recherchée dans ce processus, autour du projet politique révolutionnaire et ses formes organisationnelles (Système de pouvoir prolétaire armé), qui dirigent l'affrontement de classe en construisant une projectualité révolutionnaire en mesure de poser dans chaque phase les lignes directrices et les objectifs à poursuivre pour conquérir le **pouvoir politique**, instaurer la dictature ouvrière et prolétaire comme condition pour le déploiement de la Transition au Communisme.

La manière d'apparaître du projet de la Lutte Armée dans le cadre de la Politique Révolutionnaire menée par des millions de prolétaires, se redéfinit aujourd'hui en situant au centre de sa théorie-praxis les contenus politiques les plus avancés et généralisés, comme expression des intérêts généraux du Prolétariat Métropolitain qui, dans la conjoncture, se trouvent en conflit maximum avec les projets de restructuration mis en œuvre par le *«Parti de la guerre»*. Cela permettra de construire les conditions politiques et les rapports de force favorables au Prolétariat Métropolitain pour faire face aux problèmes posés par l'attaque contre-révolutionnaire, non seulement du point de vue des avant-gardes combattantes, mais aussi de toute la classe.

Nous pensons que toutes les pratiques révolutionnaires menées par les avant-gardes qui sont conformées par ces présupposés politiques constituent de réels points de référence pour la construction du **Parti Communiste Combattant**, dans la mesure où elle n'exprime pas simplement une *«expression»*, une *«représentation»* des intérêts du Prolétariat Métropolitain, mais l'une de ses composantes d'avant-garde, qui se trouve en son sein, soumise à sa critique et vérification constantes, et sous la direction de laquelle le Prolétariat Métropolitain peut et doit se constituer en classe dominante.

Camarades,

Les difficultés, les erreurs et les déviations dans le mouvement révolutionnaire ont aussi mis en lumière toute sa faiblesse, en même temps que l'énorme possibilité de relance de la proposition révolutionnaire dans notre pays. L'attaque de la bourgeoisie contre les avant-gardes combattantes, la mise en œuvre des plans contre-révolutionnaires de dissociation et de reddition, la tentative d'isoler les communistes du mouvement de classe, ont contraint même les plus réticents à réfléchir sur les erreurs commises, qui ont tant favorisé les projets de l'ennemi. Aujourd'hui, pilotées et amplifiées par les *mass-média*, on assiste aux prises de position les plus diverses qui, sous couvert de *«procès autocritique»*, visent à proclamer la faillite de la lutte armée, parfois même par la bouche de quelque illustre *«protagoniste»*. Au-delà des différences de positions qui sont apparues, et qui sont un terrain de débat et de bataille politique entre révolutionnaires, nous voulons mettre au clair que les autocritiques dont sont capables les communistes sont tout autre chose que des théorisations qui n'ont rien à voir avec les problèmes réels du mouvement révolutionnaire. Ceux qui, aujourd'hui, en se cachant derrière d'élégantes élucubrations sur les nouveautés de l'affrontement, nient la fonction de l'arme de la politique révolutionnaire, la nécessité de la construction du parti, la stratégie de la lutte armée pour le communisme comme unique politique prolétarienne pour la conquête du pouvoir politique, sont le soutien théorique le plus dangereux à la liquidation du patrimoine le plus précieux de ces dernières années qui, même à travers des incertitudes et des erreurs, a puissamment favorisé le mûrissement du mouvement prolétarien le plus fort d'Europe. Nous voulons dire que les difficiles tâches de cette phase laissent peu d'espace à une cohabitation pacifique entre les différentes positions qui ont mûri dans le mouvement révolutionnaire.

CONTRE LA LIQUIDATION

Il faut aujourd'hui mener à fond une bataille politique qui soit en mesure de battre politiquement dans le Prolétariat Métropolitain toute l'influence néfaste de thèses qui visent consciemment à la liquidation de plus d'une décennie de projets révolutionnaires dans notre pays. Il ne s'agit plus de cohabiter avec les théoriciens de l'antimarxisme viscéral, avec ceux qui reparcourent la stratification de classe en en exaltant les comportements transgressifs de groupe ou même individuels, avec les analyses de type sociologique dans lesquelles tout caractère de classe disparaît, mais de comprendre à fond l'influence désagrégatrice qu'ils ont à l'égard du Prolétariat Métropolitain, d'en dénoncer l'ultra-subjectivisme inhérent aux déclarations de guerre auxquelles la classe ne participe pas et les contemplations radicales-chics de ceux qui, selon le sens du vent, font et défont des projets révolutionnaires à leur image et ressemblance. La dureté des conditions de l'affrontement aujourd'hui met à nu les discriminantes politiques entre ceux qui travaillent à la reconquête d'une configuration stratégique adéquate à la phase de ceux qui visent consciemment à la destruction de toute capacité prolétarienne à s'organiser **comme classe** contre l'Etat. Contre toute tentative, plus ou moins camouflée, de trouver la cause de tous les maux dans le fait d'avoir lutté et combattu au cours de ces années, guidés par les armes du marxisme-léninisme, se dresse, puissante, une reprise du mouvement révolutionnaire qui, matérialiste, est hors l'idéalisme et l'ultrasubjectivisme, et qui est en train de se poser de tous autres problèmes : précisément les problèmes liés à la construction de la théorie révolutionnaire dans les métropoles impérialistes, et des instruments politiques, théoriques et militaires aptes à soutenir la guerre de classe contre la bourgeoisie impérialiste. C'est en référence à ces forces que les B.R. ont travaillé cette année dans les propositions d'autocritique et de reconstruction des premiers éléments de programme politique.

C'est avec ces forces que nous entendons trouver les éléments d'unité sur le plan stratégique de l'attaque au projet dominant de la bourgeoisie, comme expression de la capacité de direction du mouvement antagoniste selon les critères de l'agir en parti pour construire le parti. Dans ce travail politique, le dernier problème n'est pas celui de combattre, en même temps que les thèses qui prêchent ouvertement la reddition émanant de la petite-bourgeoisie effrayée de ne plus se trouver en [...] *[ici manque une ligne, Ndt]* ultrarévolutionnaires en paroles qui, aux premiers symptômes de durcissement de l'affrontement, ont déjà démontré toute leur inconsistance et leur fausseté. Si le mouvement de classe en Italie a dû assister, jusque dans la banque de Turin, à la faillite des fauteurs de l'offensive à tous prix, cela a mis en lumière toute l'extériorité du subjectivisme transgressif aux problèmes réels de l'affrontement entre les classes.

UN PARCOURS DE CONFRONTATION ET DE BATAILLE POLITIQUE

Nous pensons au contraire que la reprise du mouvement révolutionnaire et la possibilité de vaincre sont liées à la capacité des communistes d'entamer un parcours de confrontation et de bataille politique qui, même dans la diversité, vise à revoir de manière critique les limites d'analyse qui nous ont caractérisées dans les dernières années. Les erreurs commises dans l'évaluation des formes et des contenus des luttes menées par les larges masses sur le terrain du nucléaire, de la guerre, de la politique économique de la guerre, la sous-évaluation de l'élément conscient et un rapport erroné avec la classe, ont mené à dépeindre ces mouvements comme sur le point de descendre sur le terrain de la lutte armée et ont réduit la politique révolutionnaire, d'une part à la proposition armée, d'autre part à d'*«inécoutés»* appels aux masses à s'organiser immédiatement sur le terrain politico-militaire. Ce qui a favorisé des erreurs de ce type doit être recherché dans la carence de projet, de programme, de théorie révolutionnaires, qui synthétisent dans chaque conjoncture les passages nécessaires à opérer et les objectifs à atteindre que les contenus des luttes ouvrières et prolétaires, ou bien les rapports de force, rendent possibles.

Il faut ajouter qu'en l'absence de cela, il en découle inévitablement une dispersion de l'initiative combattante qui, en ne se polarisant pas sur l'élément central du programme de la conjoncture, se fragmente et se replie sur soi, rendant l'affrontement endémique au niveau purement militaire avec la contre-révolution, jusqu'à la défaite.

L'autocritique doit servir à renforcer la stratégie de la lutte armée pour le communisme, en épurant le dispositif révolutionnaire des positions subjectivistes qui nous ont fait perdre de vue les conditions réelles de l'affrontement et qui nous ont empêché de situer notre initiative dans un rapport correct avec le mouvement antagoniste, qui lançait même des messages significatifs sur le terrain révolutionnaire. Avoir réduit les indications d'avant-garde au seul terrain du combat, en donnant déjà pour établie l'existence d'un système de pouvoir armé déployé sur le terrain de la guerre de classe, nous a empêché de saisir les contenus réels de pouvoir exprimés par de bien plus vastes expressions de l'antagonisme prolétarien contre les projets de la bourgeoisie impérialiste. Ceci a signifié l'exclusion de l'activité générale des masses de nos programmes, en réduisant nos capacités de proposition au cercle restreint des avant-gardes.

LE MYTHE DE «L'IRRECUPERABILITE»

L'erreur n'est pas d'avoir voulu agir en parti, mais exactement l'opposé : elle est de n'avoir pas su matérialiser la fonction de direction qu'un parti révolutionnaire doit exercer à l'égard des luttes et du combat de millions de prolétaires sur le terrain de la transformation révolutionnaire de la société. Cette fonction n'est pas toujours égale à elle-même, mais doit se transformer selon les différentes étapes du parcours révolutionnaire. Ne pas avoir compris les tâches nouvelles de direction à la clôture de la phase de la propagande armée, avoir continué à se référer aux niveaux d'avant-garde, en rêvant d'un mouvement de masse révolutionnaire surgi spontanément de la crise du mode de production capitaliste qu'il suffisait de diriger contre les centres périphériques de la domination capitaliste, nous a non seulement séparés du mouvement de classe, mais, surtout, nous a relégués à son arrière-garde. Avoir donné la forme du combat pour absolue nous a menés à désarmer politiquement notre proposition politique et à ne pas placer au centre de la possibilité de transformation révolutionnaire la globalité des niveaux et la diversité des contenus du mouvement antagoniste, à orienter sur le plan de la participation constante des masses organisées contre la bourgeoisie impérialiste et son Etat.

En ce sens, nos programmes ont recouvert soit le caractère idéaliste de tout communisme par allusion, soit le caractère économiste et empirique de la conquête immédiate de tous ces besoins qui étaient définis comme *«irré-*

ductiblement inconciliables» avec les exigences de l'accumulation capitaliste. C'est ainsi qu'a été théorisé le caractère irrécupérable des luttes contre la restructuration, sans jamais aborder les contenus et les formes à travers lesquels ces luttes s'expriment, qui sont les élements qui permettent d'avancer des points de programme et de ligne politique révolutionnaire. Ce présumé *«caractère irrécupérable»* est la base sur laquelle s'est construit tout l'édifice baroque du *«système des programmes»*, avec la fragmentation de la pratique politico-militaire qui en découlait.

Selon nous, il y a **affrontement de pouvoir** lorsque les intérêts généraux de la classe entrent en contradiction non médiable avec les intérêts de la bourgeoisie, et qu'autour de ces intérêts généraux se mobilise un mouvement de classe de grande ampleur, constitué de la lutte de millions de prolétaires sur des objectifs qui, dans la mesure où ils sont généraux, communs à toute la classe, sont **politiques** parce qu'ils rendent antagonistes aux patrons et à leur Etat une masse de prolétaires qui tend objectivement (et, à des niveaux divers, aussi subjectivement) à se comporter comme classe *«pour soi»*, comme classe consciente. Mais ce mouvement antagoniste, qui tend déjà à échapper à la capacité de contrôle syndical et révisionniste, n'est pas lui non plus *«irrécupérable»* en soi, mais constitue uniquement la base réelle sur laquelle **peut** se développer un processus d'organisation révolutionnaire de la classe.

Ce passage n'est pas donné à l'avance. Il n'est pas un *«produit objectif de l'aggravation de la crise»*, mais un **parcours conscient** de masse qui prend sa source dans la dialectique entre le mouvement antagoniste et l'avant-garde révolutionnaire. Le concept même de *«caractère irrécupérable»* est un fruit de l'idéalisme, vu que l'expérience historique enseigne que l'unique chose irrécupérable pour la bourgeoisie est la perte du pouvoir politique et l'édification de la société communiste.

Le programme naît donc de l'affrontement entre l'activité générale des masses et le projet dominant de la bourgeoisie. **Il est donc programme de tout le Prolétariat Métropolitain.**

Le parti doit lire les contenus généraux qui parcourent de manière diversifiée tous les secteurs de la classe, il doit analyser les étapes possibles que l'affrontement peut parcourir et atteindre, en guidant le développement du processus révolutionnaire dans une direction : la conquête du pouvoir politique. La généralisation des contenus les plus avancés, l'amélioration des niveaux d'organisation et des formes de lutte, l'identification de plus en plus claire de l'ennemi principal à abattre, sont la concrétisation de la Politique Révolutionnaire comme activité globale et articulée du **Système de pouvoir prolétaire armé** en construction, qui doit trouver dans les différentes conjonctures du parti et les organismes révolutionnaires des masses en mesure de déterminer correctement les tâches toujours nouvelles, dans la diversité des objectifs à atteindre, en relation avec le niveau réel de conscience et d'organisation des masses.

En ce sens, le programme, né des niveaux de concentration maximum de l'affrontement entre les classes, et synthétisé par le Parti, doit retourner, comme plan unitaire, dans les luttes, dans la mobilisation et dans le combat de tout le Prolétariat Métropolitain, contre les articulations du projet de l'ennemi dans les différentes conjonctures.

Ce programme, en dialectique avec les besoins immédiats, mais surtout avec les besoins généraux du Prolétariat Métropolitain, est soumis aux lois de la guerre : il n'y a pas de conquête permanente pour le Prolétariat Métropolitain, il n'y a que la possibilité de conquérir, non tel ou tel besoin, mais **tout son propre destin** !

Guerre au pacte social, articulation conjoncturelle du projet d'anéantissement de la Politique Révolutionnaire du Prolétariat Métropolitain !

Guerre à la guerre impérialiste ! Guerre à l'OTAN !

Guerre au Parti de la guerre !

Développer l'internationalisme prolétarien contre les choix de guerre de la bourgeoisie impérialiste !

Construire le Parti Communiste Combattant !

Construire le Système de pouvoir prolétaire armé pour la conquête du pouvoir politique !

Liquider les projets de reddition et de dissociation de la lutte de classe !

Battre les lignes erronées dans le mouvement révolutionnaire !

Honneur à Umberto Catabiani «Andrea» et à tous les camarades tombés en combattant pour le Communisme !

Pour le Communisme
6 mai 1983,
Brigades Rouges
pour la construction
du P.C.C.

Brigades Rouges: déclaration au procès de Turin.

La conviction d'en avoir fini avec la lutte armée (L.A.) sur la lancée de quelques centaines d'arrestations et grâce à quelques dizaines de traîtres vous a amenés à préparer un chapelet de procès contre la révolution prolétaire, et ce afin de conforter formellement votre propre conviction.

L'attaque contre la classe, même masquée, vit aussi dans la gestion des procès politiques et démontre combien ce que nous avons toujours affirmé était vrai : faire le procès de la révolution prolétaire est impossible !

C'est une farce, parce que l'histoire de l'affrontement de classes n'est pas une question qui peut être enfermée dans la cour des tribunaux spéciaux. Les formules de ce rituel sont hors de la réalité. Vos avocats sont là pour défendre et accuser à la fois !

Le fait que cet Etat perde toute légitimité politique et sociale dans les procédures judiciaires est seulement un pâle exemple de ce qui se déroule plus vastement et plus massivement dans les usines et dans les rues. La crise politique et économique de ce régime, qui tend à présent ouvertement vers la réaction dans le domaine intérieur et vers l'interventionnisme pseudo-pacifique, voit la bourgeoisie aux prises avec la résistance ouvrière et prolétaire, avec la réorganisation de l'antagonisme de classe et de l'avant-garde combattante, aux prises avec ses contradictions internes qui font tomber les gouvernements et dissolvent les parlements.

Jamais comme aujourd'hui donc, les raisons sociales qui ont poussé les communistes à aller en direction de la construction du parti, à établir la L.A. comme élément fondamental de la stratégie politico-militaire pour la conquête du pouvoir politique n'ont été aussi vivantes, aussi compréhensibles pour tous. Jamais autant qu'aujourd'hui, la L.A. n'a été insérée, tout d'abord politiquement, aux tensions et à la résistance de la classe.

Et ici à Turin, plus qu'ailleurs, la classe ouvrière peut tirer un bilan matérialiste de ses luttes, de son organisation spontanée, du poids politique que la L.A. a exercé sur les rapports classe-Etat. Le mouvement ouvrier qui, en janvier, est entré en lutte contre le blocage de l'échelle mobile, portait l'initiative hors de l'usine, directement contre le gouvernement. Il a néanmoins trouvé un obstacle infranchissable dans l'absence de force politique communiste qui représenterait les intérêts ouvriers. L'accord à trois entre Confindustria-Gouvernement et CIMES, syndicat rejeté par la presque totalité des usines, a scellé un rapport de force fondamentalement défavorable à la classe combattive, mais privée de représentation politique réelle.

Combler ce vide, dépasser ces limites, telles sont les tâches qui doivent être menées par ces communistes et cette avant-garde consciente qui comme nous veulent construire le parti révolutionnaire des prolétaires.

Dans cette construction, la L.A. est l'élément stratégique qui, conjointement aux luttes générales des masses, tend à modifier le rapport de forces entre les classes.

Dans l'accomplissement de cette tâche et à la lumière des expériences faites, des résultats positifs et des autocritiques nécessaires, nous avons commencé à combler l'écart entre la résistance de classe et le projet politique révolutionnaire.

Dans cette conjoncture, mais aussi de manière plus générale, l'initiative armée directe vise à la destruction du cadre politique qui soutient la ligne d'attaque de la bourgeoisie et n'est pas autre chose que le moment le plus évident d'un vaste mouvement antagoniste de masse; celui-là même qui, ces derniers mois, s'est affronté à la politique du gouvernement du travail politique de l'avant-garde révolutionnaire dans le cadre de la lutte contre la redéfinition réactionnaire et guerrière de la société et de l'Etat.

Dans ce cadre, l'attaque portée par les B.R. contre G. Giugni, coordinateur gouvernemental de la commission pour *«l'Accord de janvier»* est un premier moment très important pour la présence qualitativement nouvelle de la L.A. dans les mouvements de masse.

Giugni s'est distingué en tant qu'expert et guide de la bourgeoisie dans des questions contractuelles au moment où la classe imposait *«le Statut des travailleurs»*. Il négociait le moins de dommages possible pour le compte des patrons.

Et ainsi, aujourd'hui encore, les rapports de force sont modifiés du fait de cette tête pensante technico-politique, artisan de l'attaque contre l'échelle mobile et du coût du travail, donc de la plus forte attaque jamais portée à ce même *«Statut des travailleurs»*.

C'est un homme de toutes les situations ! Versatile, expert, fidèle !

Travailler à l'unité des communistes pour la construction du PCC, vers la conquête du pouvoir politique.

Travailler pour unir, organiser, orienter la lutte des classes et la pratique combattante afin que soit vaincue la redéfinition réactionnaire de la société.

Guerre au pacte social qui soutient la politique économique du gouvernement, guerre à la course aux armements, aux dépenses militaires et aux interventions au Liban et dans la Corne de l'Afrique.

Turin,
les militants des Brigades Rouges
pour la construction du P.C.C.

Brigades Rouges: communiqué de l'exécution de E.Tarantelli.

Le 27 mars 1985, un noyau armé de notre Organisation a exécuté Ezio Tarantelli, un des plus grands responsables de l'attaque contre le salaire ouvrier et contre l'histoire des conquêtes politiques et matérielles du prolétariat de notre pays.

Qui était Ezio Tarantelli ? Celui que, avec beaucoup de fantaisie, la bourgeoisie définit comme *«un professeur»*, *«un chercheur»* sur les problèmes de relations industrielles, était en réalité un des plus compétents exposants technico-politiques au service du grand capital, qui *«travaillent»* à l'essai de la bourgeoisie pour faire front à la crise économique par un de ses aspects fondamentaux : celui de la réglementation institutionnelle du rapport antagoniste entre les classes se référant aux conditions et aux mécanismes d'achat et vente de la force de travail; celui donc de la ratification juridico-législative des rapports plus généraux de force entre la classe ouvrière et le patronat, du point de vue des intérêts bourgeois.

Non, le *«professeur»* ne sort pas par hasard de cette tanière internationale de la politique antiprolétarienne et de l'oppression impérialiste qu'est le MIT, une des centrales au niveau mondial de la politique économique et financière du grand capital multinational, noyau opérationnel responsable aux plus hauts niveaux, tant de l'exploitation prolétarienne dans les pays à capitalisme avancé que du vol, de l'holocauste par la faim et de l'oppression de l'impérialisme occidental sur les 3/4 de la population mondiale. Le *«professeur brillant»* est celui qui a appris l'art et la technique de l'exploitation capitaliste et c'est là qu'il réussit constamment à se renouveler au cas où quelque chose lui échapperait.

Le plus grand expert économique de la CISL, président de l'Institut des Etudes de l'Economie du Travail, ex-consultant de la Banque d'Italie, a été le concepteur des plus importantes étapes qui ont appuyé la politique économique des derniers gouvernements, de la réforme du marché du travail (appelée nominative, mobilité, temps partiel, etc...) à celle du salaire (blocage et prélèvement prédéterminés des points de contingence, diversification salariale soumise à la productivité) à celle plus générale de la négociation centralisée Gouvernement-Confindustrie-Syndicat, selon le modèle néo-corporatif qui s'est révélé dans les faits le plus efficace pour la bourgeoisie pour poursuivre le sévère réajustement du poids d'ensemble de la classe ouvrière.

Le réactionnaire *«pacte social»* avec ses révoltants *«changements politiques»* redéfinit le rôle du syndicat qui, particulièrement dans certains secteurs, n'est pas son promoteur direct, en considérant désormais comme marginale son activité administrative et en privilégiant la participation directe à l'élaboration et à la gestion de la politique des restructurations.

La crise économique qui depuis plus d'une décennie déchire le système économique occidental, d'un côté accentue la concurrence intermonopoliste et d'un autre côté exige l'attaque immédiate de la classe en essayant de la piéger par des mesures anti-crises. La restructuration de l'appareil producteur tendant à abaisser les coûts par unité de produit ne fait qu'accentuer les contradictions dans le camp bourgeois et accélérer les fins de la concurrence. Toutes les contre-tendances rassemblées dans un camp ne font que clarifier encore une fois l'impossibilité pour la bourgeoisie de résoudre sa crise sinon à travers une solution unique : la guerre impérialiste, la destruction qui en découle des moyens de production, des marchés, de la force de travail, de la surproduction de capitaux et *«obsoleti»*, dans le cadre d'une plus grande centralisation et concentration des capitaux et d'un nouvel ordre mondial dirigé par des monopoles multinationaux plus forts.

Ce dessein trouve en face de lui un formidable obstacle représenté par l'antagonisme de la classe ouvrière à se faire le comparse de ce *«nouveau»* pacte social pour soutenir les intérêts de la bourgeoisie à résoudre la crise.

Pour cela, la défaite politique du prolétariat est, pour la bourgeoisie, un objectif vital de première importance.

Conjoncturellement, cet objectif se traduit par l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet de pacte néocorporatif qui caractérise la redéfinition plus générale des rapports sociaux dans un sens réactionnaire. La restructuration des relations industrielles et du rôle même des syndicats et des partis, va dans le sens de la redéfinition des fonctions des représentants institutionnels du prolétariat dans le but déclaré de pacifier l'affrontement social sur le dos de la classe ouvrière.

Dans ce cadre doit être comprise l'offensive antiprolétarienne qui a objectivement réduit à la défensive le mouvement de classe. L'objectif que la bourgeoisie se propose est la fragmentation du front prolétarien en une tour de Babel de micro-intérêts conflictuels qui, si elle trouvait la voie libre de résistance, pourrait bien amener vers une défaite historique de la classe, et vers une pacification mortifiée du front interne, situation idéale pour affronter les échéances de la tendance dominante à la guerre impérialiste. La contribution donnée à l'élaboration et à l'exécution d'une telle politique par le *«professeur»* est ultérieurement clarifiée par les prochaines échéances auxquelles il *«travaillait»* : la proposition de réduction de l'horaire de travail, cheval de bataille de la CISL durant ces derniers mois. La démonstration la plus évidente de l'esprit antiprolétarien, démagogique, mystificateur et en parfaite syntonie avec les plans confindustriels, réside dans le fait qu'une telle réduction n'est destinée à rien d'autre qu'à l'augmentation de la productivité à travers l'introduction sauvage de la flexibilité, de la mobilité, du temps partiel et de l'utilisation du travail extraordinaire, selon la nécessité des entreprises. Celui qui lutte au chômage ! On jette de la poudre aux yeux pour prévenir de cette manière l'exacerbation des tensions sociales favorisant en même temps une meilleure utilisation de la force de travail selon les exigences productives capitalistes.

De leur côté, les syndicats et les partis révisionnistes jouent dans ce cadre le rôle de mur anti-subversif dans l'édifice bourgeois branlant, rôle revendiqué apparemment par le PCI et par Lama, le présentant comme monnaie d'échange. Cela s'est vu clairement dans l'échange politique pendant les vicissitudes du décret sur le fisc, vraie feuille de vigne en *«couverture»* des récentes attaques contre le salaire ouvrier et, encore plus, dans cette loi de l'obstructionnisme qu'est le décret coupe-salaire. A ces occasions, on peut voir le PCI dans le rôle d'incomparable contrôleur des luttes ouvrières, alternant le frein dans les actions publiques et l'accélérateur démagogique dans l'opposition parlementaire, le tout sur un terrain de compatibilité institutionnelle. Le jeu à la hausse du référendum, un référendum qui, pour les mêmes défenseurs *«n'est pas à faire»*, est la manifestation la plus évidente de l'ambigüité que démontre un parti bourgeois comme le PCI qui chevauche les intérêts ouvriers.

Notre initiative politico-militaire a encore une fois clarifié la nature réelle de la rixe entre les partis au sujet de ces questions et, par dessus tout, les réels intérêts qui sont à la base des diverses propositions. Le PCI a utilisé encore une fois la lutte ouvrière pour ses calculs mesquins de pouvoir, parcourant avec maladresse un terrain miné et trébuchant ponctuellement sur l'obstacle le plus redoutable pour la réalisation de ses programmes de contrôle de l'antagonisme de classe : l'activité révolutionnaire des Brigades Rouges. Parallèlement à la clarté et à la centralité de l'objectif poursuivi par notre Organisation, tombent les derniers voiles de la mystification, tant du gouvernement que du parti de Natta, et le problème mal caché jusqu'à aujourd'hui de la recherche d'un accord politique, se révèle pour ce qu'il est : éviter l'imprévisible riposte de la classe au durcissement du conflit social à travers la solution *«pacificatrice»* d'un nouvel accord général, encore une fois sur le dos des intérêts matériels et politiques du prolétariat, ennième échange politi-

que entre le PCI et le gouvernement, pas ultérieur vers une défaite de la classe.

Mais c'est justement la difficulté que le développement de ce projet rencontre, la meilleure démonstration que la défaite politique du prolétariat dans notre pays est, à tous les yeux, une vélléité, velléité certainement pas privée de réelles possibilités, mais reddition toujours plus faible de par l'énorme potentiel de lutte et la combativité de la classe ouvrière contre les politiques gouvernementales internes et internationales. Le caractère de résistance que les luttes ont inévitablement atteint représente un premier moment indispensable pour la reconstitution d'un tissu prolétarien organisé, qui s'est exprimé embryonnairement d'une manière plus claire avec l'autoconvocation des assemblées des conseils d'usine.

Mais si le tout reste ancré dans le temps au caractère de pure et simple résistance par la défense de positions piégées, la classe pourrait bien se retrouver enfermée dans un cul-de-sac à la fin de quoi ce serait une défaite de dimension historique. Notre devoir, comme Organisation communiste, est évidemment celle de représenter les intérêts généraux du prolétariat, le guidant dans la lutte contre la régimentation réactionnaire de la société et contre les préparatifs de la guerre impérialiste. Se basant sur ce devoir et travaillant à l'approfondissement de la crise politique de la bourgeoisie, nous disons à la classe la matérialisation de notre proposition stratégique : la Lutte Armée pour le Communisme, pour transformer la guerre impérialiste en guerre de classe pour la conquête du pouvoir politique et la dictature du prolétariat.

Les Brigades Rouges appellent les communistes à resserrer les rangs autour des devoirs principaux que la lutte des classes met aujourd'hui en évidence : construire l'offensive prolétarienne et révolutionnaire contre les restructurations et contre la guerre impérialiste, et lutter sur le terrain politique révolutionnaire pour la modification des rapports de force en faveur du prolétariat. Et ceci à partir d'une pratique politico-militaire contre les politiques anti-prolétariennes et réactionnaires de pacification sociale, contre les politiques de guerre de la bourgeoisie impérialiste.

La crise du mode de production capitaliste est en train de créer des conditions favorables à la lutte prolétarienne dans tous les pays occidentaux. Elle crée d'autre part les bases pour l'identification de l'ennemi commun constitué par les politiques de restructuration de la bourgeoisie impérialiste effectuées partout par l'entremise de l'attaque des conditions de vie du prolétariat, la militarisation croissante et le réarmement de tous les pays dûs aux préparatifs de guerre. Ces conditions engendrent des contradictions sociales de plus en plus profondes amenant au centre le devoir des communistes de travailler à la construction du Parti Communiste Combattant. Seulement ainsi, il sera possible de poursuivre l'objectif de la direction prolétarienne de l'affrontement social, aiguisé par les mesures anti-crise prises par toute la bourgeoisie occidentale et démontré par des cycles de lutte antagoniste qui - à plusieurs niveaux - secouent toute l'Europe. L'unité objective des intérêts du prolétariat international, les motivations d'une alliance à travers cela et la lutte des peuples progressistes contre l'oppression impérialiste, sont la moëlle épinière du nécessaire caractère internationaliste de la révolution prolétarienne. La lutte contre l'impérialisme occidental est pour cela une caractérisation commune à toutes les forces révolutionnaires, indépendamment des objectifs stratégiques qui sont poursuivis, que ce soit la libération nationale ou la conquête prolétarienne du pouvoir politique. Pour ce motif, les Brigades Rouges ont fait de la lutte militante anti-impérialiste un point particulier et incontournable, une constante de la vraie perspective politique et de la vraie pratique combattante, comme l'ont démontré la capture du général Dozier et l'exécution du «*diplomate*» Hunt.

Cette campagne contre l'OTAN a été conçue comme point du programme fondamental pour le processus révolutionnaire dans notre pays, et ceci parce que l'affaiblissement et la défaite de l'impérialisme dans l'aire géographique et politique dans laquelle est située l'Italie, est une des conditions qui contribuent au succès de notre révolution.

De cette manière, les Brigades Rouges ont l'intention de travailler au renforcement et à la consolidation du Front de lutte contre l'impérialisme occidental qui a trouvé ces derniers temps une vigueur renouvelée et une force unitaire démontrant la difficulté et les défaites que les entreprises impérialistes rencontrent dans le monde entier, de Grenade à Beyrouth au Nicaragua, par une campagne unitaire contre l'OTAN de la guérilla en Europe en lien dialectique avec l'exceptionnelle mobilisation de masse contre les missiles américains dans les métropoles européennes.

ATTAQUER ET ABATTRE LA COALITION CRAXI-CARNITI-CONFINDUSTRIA, AXE POLITIQUE DOMINANT DU PROJET REACTIONNAIRE DU PACTE SOCIAL NEOCORPORATIF !

RENFORCER ET CONSOLIDER LE FRONT DE LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE !

TRANSFORMER LA GUERRE IMPÉRIALISTE EN GUERRE DE CLASSE POUR LA CONQUETE DU POUVOIR POLITIQUE ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

Pour le Communisme

Brigades Rouges
Pour la construction du P.C.C.

était l'interlocuteur privilégié des ministères de la défense et de la coopération militaire franco-allemande, y compris dans les technologies correspondantes.

Interview de la RAF à Zusammen Kämpfen.

Question : Cet entretien sera une nouvelle expérience pour tous; notre but est d'apporter des réponses aux questions que nous posons ainsi que beaucoup d'autres personnes. Les points principaux : le développement politique pendant et après la grève des prisonniers et surtout les démarches vers le front européen. Commençons directement et d'une manière concrète : les attaques contre Audran et Zimmerman où apparaissent les idées développées dans votre déclaration commune avec AD - pouvez-vous reparler brièvement de la détermination?

Réponse : Pour AD et pour nous-mêmes, il s'agissait de s'attaquer au moteur du projet impérialiste d'Europe par ces actions, c'est-à-dire l'axe Paris-Bonn. L'essentiel à ce sujet figure dans le texte commun des déclarations. Les actions sont des pierres à bâtir du déploiement de la stratégie révolutionnaire ouest-européenne; c'est actuellement notre objectif d'élaborer le fond politique et militaire du front ouest-européen, pour l'unité stratégique des révolutionnaires d'Europe de l'ouest. Dans le texte commun nous avons développé les déterminations fondamentales : faire avancer ce processus, transposer les déterminations dans l'action de la façon visée et organiser; et c'est précisément ce que nous avons commencé avec Audran et Zimmerman. Voilà donc notre orientation pour l'avenir, après la première rupture que nous venons de marquer.

Question : Quelles sont les fonctions de Audran et Zimmerman car on en parle peu dans les déclarations?

Réponse : Ils occupent tous les deux un emploi important au sein de la formation militaire-économique de l'Europe de l'ouest; Audran comme chef de service des affaires internationales auprès du ministère de la défense et Zimmerman comme président de l'organisation fédérale de l'industrie aérospatiale et de l'équipement (BDLI). Le BDLI est l'organisation politique du complexe militaire-industriel en RFA. Toutes les firmes d'armement en sont membres (ainsi par exemple, parmi les plus importantes : MBB, Krauss-Maffei, Dornier, MTU... également des trusts d'électronique comme Siemens, AEG, Philips, et des trusts d'acier et de la chimie). L'association est financée par les grandes banques allemandes et par l'Alliance. Le BDLI collabore directement avec l'OTAN par le biais du *"groupe industriel des conseillers"*, NIAG, et du *groupe des industries d'armement européennes"*, EDIG, qui fait partie de l'IEPG (groupe programme indépendant européen). Les chefs des plus importants trusts d'armement des Etats-Unis, du Canada et de l'Europe de l'ouest participent directement à la planification des militaires. Ils jumèlent pratiquement les plans des stratèges militaires à ceux du capital multinational, déterminent des projets pour la recherche et le développement des systèmes nouveaux d'armement conventionnels, électroniques et atomiques, et discutent la transposition industrielle. En RFA même, le BDLI collabore avec les ministères de la défense, de la recherche et de l'économie, auprès desquels ils présentent leurs revendications financières, et avec l'office de la technique de l'armement et d'approvisionnement (BWB) de la Bundeswehr.

Zimmerman siégeait aussi au sein du groupe de travail économique d'armement, où se rencontrent régulièrement les chefs des trusts allemands et les représentants du ministère de la défense, ainsi que des généraux de la Bundeswehr. Parallèlement, il était le vice-président du AECMA (association européenne des industries aérospatiale et d'aviation) à laquelle les trusts d'armement coopèrent. Zimmerman était du type d'entrepreneur *«qui pense et agit transatlantiquement»*. *«Die Welt»* écrit à ce propos le 2/2!» *le chef du MTU est réputé adhérent convaincu d'une coopération franco-allemande et européenne encore plus étroite dans le domaine de l'aérospatial»*. Le jour de l'attaque contre Zimmerman , un interview était publié dans le magazine *«air et cosmos»* à Paris, dans lequel le manager de pointe parle d'une obligation de coopération européenne pour la technique et la technologie.

«Le Figaro» le 6/2 : *«l'axe Paris-Bonn, pivot d'une Europe occidentale forte, base sur la défense stratégique et l'accroissement renforcé des industries d'armement (...). Zimmermann était l'interlocuteur privilégié des ministères de la défense et de la coopération militaire franco-allemande, y compris dans les technologies correspondantes.*

Question : «interlocuteur privilégié», il était surtout de par le fait de ses fonctions au sein du BDLI et parce qu'il siégeait ainsi dans beaucoup d'organisations européennes importantes. C'est ainsi qu'on n'a pu obtenir que très peu d'informations par les médias. Une partie de l'intoxication après l'action consistait à le présenter comme un *«simple»* manager d'armement, comme il en existe des milliers, simplement pour présenter l'action comme *«une solution de fortune non prédéterminée»*. Pouvez-vous représenter ce qu'est le BDLI, IEPG etc?

Réponse : Nous avons ici des citations d'un *«memorandum sur l'avenir de l'astronautique en RFA»*, publié par le BDLI en 1984. Les revendications du capital y sont exactement formulées, comme elles sont soutenues alors par Kohl et Mitterrand. Le BDLI dit clairement, qu'il s'agit maintenant pour les européens d'achever le rattachement technique et technologique aux Etats-Unis, et c'est surtout possible dans le domaine aérospatial. En ce domaine il revendique une *«politique européenne de sécurité»*, la coopération accrue avec la France, et à partir de là avec d'autres pays européens, et il revendique du gouvernement fédéral des *«accroissements significatifs du budget»*. Et puis, qu'ils veulent le rôle de domination ensemble avec les Etats-Unis, mais qu'en même temps la coopération européenne est la condition pour l'avantage technologique sur le marché mondial.

Et encore deux phrases d'eux : *«La coopération allemande ... devrait être accrue pour achever à côté de la coopération transatlantique un engrenage plus fort à l'intérieur de l'europe»*, et *«en outre une telle coopération pousse l'intégration politique»*.

Nous ne dénombrons pas tous les projets - des satellites, hélicoptères etc-, chacun le sait bien, les journaux en sont pleins. Comme pour la France, Audran était celui, au ministère de la défense, qui tenait toutes les ficelles pour la coopération et l'exportation de l'armement, c'était Zimmerman pour la RFA, qui a eu la même fonction comme représentant du MIK (complexe militaire industriel). La coopération de l'armement est un rail sur lequel le projet européen est poussé.

Encore quelque chose sur l'IEPG : En général sa fonction est l'intégration ouest-européenne de l'armement, avec le but de l'intégration militaire et la coordination politico-militaire. Sa signification extraordinaire vient du fait, que la France y participe dès le début bien qu'elle ne soit pas officiellement intégrée dans la structure militaire de l'OTAN.

Depuis sa fondation en 1975, l'IEPG travaille pour standardiser les systèmes d'armement des états de l'OTAN, ce qui est la condition pour d'autres projets communs d'armement et une intégration politico-militaire plus étroite. C'est là où les projets pour la coopération européenne de l'armement sont déterminés. Alors encore une fois : Audran et Zimmerman représentent le processus de la concentration du commando capitaliste dans sa fin stratégique et militaire et en même temps économique. Comme nous avons dit dans la déclaration : ils doivent se concentrer dans une poussée vers une stratégie commune pour la solution de la crise économique et la sauvegarde leur domination militaire, c'est-à-dire axer toute leur planification sur la guerre.

Question : Comment étaient en effet les réactions des médias françaises aux actions d'AD et vous?

Réponse : Bon, les journaux et les nouvelles en étaient pleins. Ce qu'ils y ont dit d'une façon to-

talement grossière était toute cette merde, que nous dirigeons AD, qu'il n'y a tout simplement pas une politique révolutionnaire authentique en France, mais que tout est dirigé *«de l'extérieur»*. Comme les CCC en Belgique. C'était la ligne dès le début. *«Libération»* surtout. Ils ont dit que jadis AD était un groupe militant antifasciste, c'était encore bien en ordre, mais maintenant ils sont comme nous, ils parlent comme nous, sont dévorés. Alors : ça suffit.

C'est clair pourquoi ils font comme ça : ils veulent l'éloigner de l'échelle d'une discussion politique. Et là ils n'ont plus rien, pas d'argument, seulement cette maigre propagande.

Une autre chose encore qu'ils ont dit : tous les groupes armés sont tellement battus et faibles, qu'ils doivent réunir leur logistique et leurs commandos. Mais en tout cas, ça personne ne les croit. Ils étaient soufflés partout, quand le texte commun était publié. En France, ils ont -au commencement encore sans commentaire- cité beaucoup du texte. Dès mi-janvier, il y avait aussi quotidiennement des reportages sur la grève de la faim et les actions en RFA et d'autres pays européens- et, comme nous avons entendu parler -chaque soir les nouvelles affiches du BKA à la TV. Après l'action contre Audran ils ont publié des choses énormes : nous aurions fait ça et AD aurait seulement tiré, a peu près comme ça. Ils l'ont justifié par le fait, que le commando était appelé Elisabeth Von Dyck, et que la déclaration était envoyée à DPA en deux langues. Après tout.

Question : Vous avez dit au commencement, que l'axe Paris-Bonn est le moteur du projet impérialiste d'Europe. Qu'est-ce que vous voulez dire concrètement avec ça?

Réponse : Quand nous disons : projet européen et son noyau militaire -ça veut dire : créer le projet europe de l'ouest comme centre stratégique de la reconstruction impérialiste- deux points y sont importants. Il y a la tentative de réunir l'Europe comme union economico-politique depuis 30 ans.

Aujourd'hui c'est la situation où il s'agit pour eux essentiellement de deux points. L'un c'est la formation militaire vers l'extérieur, c'était les implantations des missiles à moyenne portée, ce sont tous les projets militaires, comme ils sont dénombrés dans le texte commun et les déclarations d'AD et de nous.

Pour tous ces projets c'est la coopération politico-militaire entre la RFA et la France par laquelle ça fonctionne. L'autre c'est la conduite unifiée de la guerre contre la lutte révolutionnaire en europe de l'ouest sous la régie des USA, comme ça c'est passé visiblement sur un nouvel échelon. Par rapport à ça, nous voulons encore dire quelque chose plus tard. Politique militaire comme locomotive pour l'économie et la politique pour l'intégration européenne.

On peut le voir aussi autrement. Tous leurs efforts d'arriver à une solution pour la crise économique -chômage etc- au sein de la communauté européenne et de formuler *«une politique européenne autonome»* ont fait naufrage. Et aussi leurs tentatives de mobiliser les gens ici pour leur projet européen.

Ce qui reste et où ça marche, c'est la coopération militaire dans l'OTAN, la concentration du capital sur la production d'armement et des technologies nouvelles. Et l'accroissement de l'efficacité de leurs appareils de police et des services secrets, leur coordination de la guerre contre la lutte révolutionnaire pour ainsi dire la *«ligne interne de défense»*. Ils sont à un point décisif maintenant, et cela rend fortement possible la lutte anti-impérialiste, et c'est exactement l'expérience de laquelle nous pouvons partir après les derniers mois- la question, s'ils peuvent faire passer leur projet militaire ici, s'ils ont la force politique et la base matérielle pour soutenir la stratégie militaire impérialiste. Ils savent bien, qu'ils ont perdu le consensus pour leur politique agressive, et que leur couverture ténue disparaît de plus en plus avec chaque action révolutionnaire.

De plus, ils craignent de ne pas obtenir la haute main sur la crise croissante aux métropoles elles-mêmes. Aujourd'hui déjà 20 millions de chômeurs, et en janvier, deux semaines, plus de 200 hommes sont morts de froid en Europe de l'ouest. Ils détruisent maintenant leur *«filet social»* avec lequel ils ont pu attraper jusqu'ici la tendance vers la pauvreté de plus en plus surtout ici en RFA, ils le détruisent pour leur projet militaire, parce qu'ils ne peuvent plus se financer autrement. En outre, la militarisation des sociétés, contrôle et manipulation à l'échelle européenne. Structuration de la publicité par exemple pour les nouveaux médias, qui doivent transporter l'idéologie dominante jusqu'au plus petit village grec, où les hommes n'ont pas de travail, peu à manger, mais la TV avec 12 programmes.

Autrement dit : l'imagination idéale de la bourgeoisie c'est le chômeur, le *«retiré»*, qui est attaché à la TV distribution et écluse de la bière. Cela exprime simplement tout le mépris de cette classe. Ce ne sont que quelques extraits des divers centres, où les contradictions vont s'aggraver. Notre rupture venait maintenant juste à temps.

Question : Voulez-vous dire ça aussi par rapport à la greve de la faim- pour beaucoup de gens, c'était comme ça : l'action-l'arrêt!?

Réponse : Non, zut. Nous n'avons pas fait l'action pour *«arrêter»* la grève de la faim. Il s'agissait de la démarche pratique pour le front ouest européen. A cela nous avons travaillé et les actions, quand nous avons achevé tout. En 81 nous avons dit : la guerilla, la lutte des prisonniers de la guerilla, la lutte des militants anti-impérialistes sont les lignes, qui forment -ou formeront- comme unité le front révolutionnaire en europe de l'ouest. Nous avons impliqué dans nos actions l'effet politique, la mobilisation qui était mise en marche avec la lutte des prisonniers, et avons développé toute cette dynamique dans la rupture de la guerilla ouest-européenne. Mais cela n'a rien à faire avec la conduite de la guerre psychologique, qui a traversé toute la grève : direction de l'extérieur, et au contraire direction des actions au niveau des cellules. A cela le BAW et le BKA ont toujours parlé *«d'un papier stratégique»*, qu'ils ont trouvé dans l'appartement à Francfort. De notre part, il n'y a pas de papier stratégique de 84. Ce qu'ils ont trouvé, c'est un papier de discussion des militants, dans lequel ils ont développé leur propre idée, comme leur pratique et la lutte des prisonniers peuvent agir ensemble.

L'intention de cette campagne de la guerre psychologique est claire : ils veulent pousser à bout la stratégie d'anéantissement contre les prisonniers maintenant, et fixer juridiquement la construction d'une *«RAF entière»*. comme instrument pour accomplir l'isolement des prisonniers, mais les prisonniers ont dit tout ça, nous ne le répétons pas maintenant. Encore une fois en principe : chacun qui lutte dans le contexte du front anti-impérialiste ne peut le faire que par sa situation et sa détermination. Par cela vient la force. L'unité se forme dans l'attaque qui a le contenu politique identique et le but identique.C'est-à-dire : ce sont des diverses parties d'un front. Les prisonniers ont dit : la grève est menée pour l'unité du front anti-impérialiste. Les revendications des prisonniers sont l'expression de leur lutte authentique, et ça, c'est le point fort.

Question : Dans leur déclaration sur l'arrêt les prisonniers ont dit : *«La rupture vers la dimension ouest-européenne de la pratique révolutionnaire provoque nécessairement une réaction unitaire, stratégique entre les états impérialistes de la chaîne entière».*

Réponse : Oui c'est important. Nous savons par des articles de journaux belges qu'au plus tard à la mi-janvier c'était la situation : la grève, l'échec de l'action à Oberammergau, les actions en Belgique, la campagne militante ici pendant Noël/Nouvel an, le texte dAD et nous. Le security committee de l'OTAN s'y est immiscé directement. Ils collaborent avec les services secrets et les *«spécialistes de l'anti-terrorisme»* des états de l'OTAN, ils planifient et coordonnent les mesures contre la lutte révolutionnaire ici. Dès ce moment ils ont siégé en permanence, et pour la première fois les services secrets français étaient officiellement impliqués parce que *«l'augmentation des coups terroristes contre les institutions de la défense ouest-européenne et le texte commun des groupes terroristes AD et RAF leur cause de grands soucis»* (Le Soir, Belgique).

Parallèlement à ça les dires du gouvernement US, du State department, qu'ils craignent d'autres coups et requièrent les états de l'ouest de se réunir dans la lutte contre le terrorisme international. Pour cela il faut se rendre compte de ce qui se passe depuis à peu près un an à ce niveau. La direction *«anti-terreur»* de Reagan dans laquelle des coups préventifs et de revanche contre des guérillas dans le monde entier ont été élevés à la doctrine gouvernementale et pour la première fois la coordination du counterinsurgency a été subordonnée à un haut commandement militaire. De plus la formation nouvelle des pelotons spéciaux, qui sont instruits et prêts à l'entrée en action sur tous les continents.

Le ministre des affaires étrangères US Schultz ne parle plus depuis un an que de l'Europe de l'ouest, Proche-Orient, Amérique latine, comme les trois fronts-centres de la lutte révolutionnaire - et maintenant dans la situation où la guerilla ouest européenne attaque.

La réaction des gouvernements ouest-européens rend maintenant clair que la ligne de la conduite de guerre unifiée correspond à la logique globale de la chaîne des états impérialistes.

A toutes les réunions internationales - ministres des affaires étrangères de l'OTAN, CEE, des réunions secrètes des états-majors militaires suprêmes de l'OTAN comme à Copenhague, jusqu'à la table ronde du management à Davos - partout on a discuté de la façon dont les gouvernements européens peuvent maintenant agir contre ce saut, ce qui veut dire d'abord déterminer la ligne politique commune. Après l'action contre Audran, simultanée aux attaques du FP - 25 au Portugal, une réaction commune US - Europe devenait alors évidente, après une nouvelle intervention directe de Schultz auprès des gouvernements européens, parce que pour eux, c'était une guerre.

La confrontation était d'un coup sur une nouvelle échelle : guérilla ouest-européenne - logique impérialiste globale. Là il ne se posait plus pour eux la question de donner ou non satisfaction aux revendications des prisonniers. Leur calcul était de repousser notre rupture par l'assassinat des prisonniers. Pour le gouvernement fédéral, la question n'était plus de s'accommoder du prix politique, ce qui est le cas quand ils égorgent les prisonniers mais la chaîne impérialiste et surtout les gouvernements ouest-européens se concentrent maintenant résolument contre leur guérilla.

Et là militairement - parce que politiquement ils ont déjà perdu contre la lutte armée - toutes leurs illusions sur la fin de la guerilla sont mortes. La bombe au grand magasin bourré de Dortmund est aussi à comprendre sous ce rapport.

Depuis que nous existons, et maintenant contre toute la résistance révolutionnaire, le service secret règle de telles actions, les utilise ou les fait lui-même. Aujourd'hui, ils sont moins

sûrs que jamais qu'il n'y a pas de plus en plus de gens qui trouvent nos actions et celles des militants justes. Alors il ne leur reste plus qu'à enfoncer violemment leur guerre psychologique dans la tête des gens qui doivent avoir peur de **nous** avec en plus la prime d'un million par tête pour ceux qui collaborent avec les flics.

Si US-Schultz dit franchement *«des hommes innocents peuvent aussi mourir dans la lutte contre le terrorisme»* ça implique justement de telles contre-actions. Dortmund était dirigé contre la mobilisation pendant la grève de la faim, contre l'évidence politique et la clarté des actions. C'est bien sans équivoque les flics eux-mêmes qui ont alors revendiqué au téléphone comme *«action Christian Klar»*. De même la TAZ (Tageszeitung) a pris part au premier front. Et encore une autre chose importante dans ce contexte : quand il y a eu l'enlèvement de l'avion à Téhéran en décembre, le gouvernement US a concentré sa marine de guerre et a mis en position le RDF. Le gouvernement iranien était directement menacé d'intervention militaire s'il ne mettait pas fin à l'enlèvement. Dans ce contexte le State department annonçait que les E.U. vont désormais exécuter des actions de revanche contre des bases terroristes au proche et au moyen-orient en cas d'actions contre eux en Europe de l'ouest. Nous l'affirmons parce que ça fait comprendre l'acuité de la situation actuelle. Ils ont imposé actuellement une nouvelle échelle du commandement de la guerre et c'est une condition de laquelle nous devons tenir compte, ce qui veut dire l'anticiper dans la pratique.

La décision des prisonniers était juste, exacte.

Question : vous dites aussi que pour les états impérialistes, c'était une décision par rapport aux implantations ?

Réponse : C'est la phrase de la déclaration d'arrêt sur laquelle le mec de la TAZ s'est tellement échauffé parce qu'il veut tirer un profit politique de la lutte des prisonniers. Après tout ce que nous avons dit ça devrait être clair. Il existe pour les états impérialistes dans leur crise substantielle - du fait qu'ils n'ont plus qu'une stratégie et ne peuvent poursuivre qu'un objectif : arreter le processus révolutionnaire mondial - des projets stratégiques militaires vers l'intérieur et vers l'extérieur qu'ils doivent faire passer également au prix de l'accroissement des contradictions entre état et société et d'une autre démarche dans la transformation de l'état fasciste.

Question : vous n'avez rien dit sur l'action de Oberammergau.

Réponse : pour nous c'est clair que l'axe d'attaque contre l'OTAN et la stratégie militaire U.S. va traverser tout notre processus révolutionnaire. Elle sera toujours un axe sur lequel la stratégie révolutionnaire se concentre. Les premières démarches vers l'unification de la lutte anti-impérialiste en Europe occidentale - c'étaient les campagnes et les attaques contre la stratégie de guerre OTAN/US. La notion de ce qu'est la politique OTAN est en fait passée dans la conscience de beaucoup de personnes. Nous voulions continuer sur cette ligne par l'action contre le SHAPE school, la mettre à nouveau niveau, comme nous l'affirmons, au niveau réel de la guerre. Dans cette école directement subordonnée au quartier général à Bruxelles, sont entraînés, entre autre en conduite de la guerre électronique et nucléaire, les cadres du commandement intégré de l'OTAN. Ce sont des officiers supérieurs, la plupart américains, et des autres états de l'OTAN. Les atteindre directement était le but de l'action.

Question : Pourquoi pensez-vous, l'action n'a pas bien réussi ?

Réponse : Nous avons planifié la chose ainsi : quelqu'un y va en voiture et la gare juste à côté de l'école sur le parking. La SHAPE-school se trouve séparée d'autres bâtiments sur le terrain d'une école adminitrative de la Bundeswehr.

Nous l'évaluons ainsi, que les soldats de la Bundeswehr ne peuvent pas savoir quel soldat US en fait partie ou non et qu'il n'y a pas de problème à ressortir une fois dedans. La question était de passer la porte et pour cette raison aussi la couverture choisie : si quelque chose tournait mal, nous aurions pu protéger celui de nous qui conduit la voiture. Y aller en voiture, garer, retourner, tout ça n'était pas une difficulté. Mais à ce moment, justement, quand celui de nous a passé la porte, arrivait un officier de la Bundeswehr, qui était le chef remplaçant de la SHAPE-school, comme on l'a su après. Il connaît naturellement les soldats et il doit avoir remarqué tout de suite quelque chose. Après cela ils ont eu une heure et demie, pour identifier la voiture et mettre la bombe hors d'état de nuire. Mais en tout cas nous n'avions pas en vue de dire beaucoup sur l'action, parce que brièvement après le texte d'AD et de nous est apparu et l'action aurait été comprise sans équivoque, après Haig, Ramstein, Kroesen et toute la mobilisation contre l'OTAN en Europe de l'ouest.

Question : Il y avait une mobilisation forte nationale et internationale à la grève de la faim. Que pensez-vous de cela ?

Réponse : Nous n'avons pas encore un aperçu exact de tout ce qui s'est passé. Mais sûrement on peut dire qu'il y a maintenant une base stable, de laquelle nous pouvons dégàger. Ce qui était fort, c'était que beaucoup de groupes et d'individus des mouvements de résistance différents - aussi en d'autres pays européens - ont lutté ensemble avec les prisonniers.

Et : c'était la première offensive des prisonniers, de la résistance et de la guerilla ouest-européenne.

Ces expériences doivent maintenant être révolues, comme marche consciente vers le front ouest-européen.

Question : Et qu'est-ce que ça veut dire concrètement, comment ça va continuer ?

Réponse : Aux réflexions partout *«comment ça continue»*, et surtout pratiques, auxquelles nous ne pouvons répondre et les résoudre que concrètement. Mais ce n'est pas une discussion pour le journal. Donc sous les yeux des flics. Là on peut acquérir les bases politiques, mais les plus importantes, donc les questions pratiques, non ! Que cela évolue à partir de ce qu'est maintenant la base nouvelle - comme les prisonniers ont affirmé : développer l'unité de la résistance comme expérience pratique et politique, que nous avons conquise ensemble, et le saut qualitatif des luttes révolutionnaires dans les états de l'OTAN vers la dimension ouest-européenne - les liaisons et les structures dont chacun en particulier et toute la résistance a besoin : des structures qui mettent en liberté la subjectivité; dans lesquelles les démarches pratiques d'une base réelle vont être ensemble par ceux qui maintenant ont l'idée commune, ou la veulent - orientés à l'attaque - où les services secrets n'ont pas un pied dedans et n'ont aucune chance.

Nous entendons du côté intérieur de la résistance : autonomement : l'organisation illégale du front.

Question : Ça veut dire alors que c'est une possibilité pour des gens de s'organiser autonomement illégalement pour lutter avec vous dans le front, comme on peut le retirer de la déclaration des camarades qui ont fait l'action à Bonn contre la *«mission technique»*, ils s'indiquent là comme des *«militants illégaux»* ?

Réponse : non, ça veut dire plus. Ce que vous dites c'est seulement une partie. Toute l'idée du front part de l'autodétermination, de la force de l'organisation indépendante politique et pratique de l'attaque pour les propres buts.

Nous disons : l'espace de l'action et de l'évolution du front est illégale. Il n'y a pas un schéma ou le *«grand plan»*, parce que le front est seulement possible comme processus ouvert pratique.

Ceux qui luttent dans le contexte du front, ou le veulent, s'organisent leurs besoins : orientés à la pratique fonctionnelle qu'ils veulent et à rien d'autre; et ça contient tous les niveaux. Il s'agit de la décision de chacun en particulier.

Pour ces camarades qui ont fait l'action à Bonn, c'était la démarche juste de leur processus subjectif et de leur idée pratique.

Nous ne pouvons pas en parler généralement - des débats abstraits sur *«l'illégalité»* n'ont aucun sens. Si c'est une possibilité pour quelques-uns : *«des militants illégaux»*, cela va se clarifier dans les discussions concrètes, avec ceux, qui le veulent pour eux-mêmes, dans leur pratique.

Communiqués et mobilisations

Prison de Yeserias, Mai 85

Chers camarades,

Nous vous écrivons cette lettre pour partager avec vous la célébration d'un événement de grande importance pour tout le mouvement Révolutionnaire de notre pays. Le 8 juin prochain nous fêterons le X Anniversaire de l'existence de notre Parti, de la célébration du Congrès Reconstitutif du PCE(r).

Aujourd'hui, nous voulons être avec vous pour vous faire sentir cette petite victoire, victoire qui est aussi la vôtre, celle de tous les révolutionnaires, de tous les ouvriers; de tous ceux qui dans notre pays refusent de baisser la tête et ne renoncent pas à la conquête du Pouvoir pour la classe ouvrière et pour tout le peuple. Cela fait déjà 10 ans que la classe ouvrière a prouvé que ni la répression la plus forcenée, ni la trahison des révisionnistes, opportunistes et autres collaborateurs du régime ne l'empêcheront de vaincre. Cela fait 10 ans que le prolétariat d'Espagne a à nouveau son Parti, son avant-garde communiste; un Parti établi sur la théorie scientifique du prolétariat, sur les principes marxistes-léninistes et qui porte sur ses épaules encore faibles la riche tradition révolutionnaire de nos peuples. Alors, nous nous sommes proclamés héritiers du Parti Communiste de José Diaz et avons respecté le compromis de défendre notre Ligne Politique Révolutionnaire contre vents et marées, malgré toutes les adversités et au risque d'y laisser notre propre vie. Aujourd'hui nous pouvons proclamer ouvertement que nous nous en sommes tirés avec honneur.

Ces 10 dernières années ont été très dures, nous avons été l'objet de la répression la plus féroce de la part du régime des monopoles; nous sommes devenus l'ennemi public numéro 1; et tous les fascistes, policiers, réformistes et autres traîtres et collaborateurs, se sont unis en une sainte croisade contre notre Parti. L'objectif était de nous éliminer, de nous détruire, ou à défaut de nous faire renoncer à nos principes et à nos objectifs révolutionnaires. Plus de 20 camarades tués, presque 100 occupant depuis de longues années les prisons de l'Etat, des milliers de sympathisants et amis arrêtés et torturés sauvagement, prouvent que l'appareil répressif s'est centré sur nous et n'a pas reculé dans son intention de nous détruire. Mais, après ces 10 années, pendant lesquelles nous avons traversé les situations les plus difficiles, après les continuelles *«désarticulations»* proclamées par les gouvernements successifs, nous pouvons affirmer avec fierté que le Parti de la classe ouvrière, le PCE(r), est une réalité impossible à détruire. Et cela, c'est déjà une victoire.

Mais, en plus, tout ce temps a été sillonné d'expériences enrichissantes pour la lutte révolutionnaire de notre peuple et de changements importants dans la situation politique et sociale de notre pays. En 1975, le Régime fasciste se préparait à mettre en place la réforme *«démocratique»* qui blanchirait sa façade et camouflerait son vrai caractère fasciste. Il devait agir pour se sortir de l'isolement dans lequel il se trouvait et obtenir une base sociale qui freinerait la montée du puissant mouvement de Résistance. Tous les groupes et partis réformistes se sont donnés corps et âme à cette tâche.

Nous, PCE(r), sommes restés seuls pour dénoncer cette manœuvre et démasquer le régime. Depuis le début nous avons dit que *«l'histoire ne transgresse pas et que du fascisme et du monopolisme on ne peut pas avancer vers la démocratie bourgeoise, vue que celle-ci correspond à l'étape de la libre concurrence et du développement du capitalisme»* et que *«le monopolisme tend à la réaction et non à la démocratie»*; nous avons dénoncé mille fois chaque manœuvre du régime et tous les collaborateurs qui y participaient, mais, surtout, notre Parti a entrepris lui-même la lutte résolue contre le fascisme, dirigeant et participant aux combats les plus importants livrés pendant ces années par la classe ouvrière et les autres secteurs populaires.

Maintenant, l'échec de la réforme du régime est une réalité évidente pour tous, et les partis qui l'ont soutenue sont en complète décomposition ou ont disparu sans laisser de trace. Aujourd'hui, les faits mêmes confirment les analyses faites par notre Parti et la justesse des méthodes de lutte appliquées; le régime se débat dans la crise politique, économique et sociale la plus grave de son histoire... Pour tout cela, nous pouvons proclamer, sans peur de pêcher d'optimisme, que le PCE(r) a conquis une importante victoire politique sur le régime et ses laquais.

Aujourd'hui, il est clair pour tous que les problèmes qui se sont aggravés avec l'arrivée des social-fascistes au pouvoir, ne trouveront pas de solution dans les limites de ce système. Ni le chômage, ni la misère croissante, ni la sortie de l'OTAN ou le manque de vraies libertés démocratiques, ni la répression ni la surexploitation que subissent notre peuple, ne seront résolus grâce à quelques réformes. Il n'y a plus rien à réformer dans ce système caduque et pourri; la seule alternative pour la classe ouvrière et les autres secteurs populaires est la révolution : le renversement de l'Etat fasciste, l'expropriation des monopoles et des propriétaires terriens et l'instauration d'une République Populaire des Travailleurs qui préparera les conditions pour le passage au socialisme. C'est seulement quand nous aurons en main les moyens de production, quand les travailleurs seront maîtres de leur propre destin, que sera bannie une fois pour toutes l'exploitation de l'homme par l'homme.

Mais pour mener la lutte jusqu'au bout, jusqu'à l'obtention de nos objectifs, il faut s'organiser. Il est indispensable que le Mouvement de Résistance s'unisse sous la direction du Parti de la classe ouvrière, parce que seul un Parti d'avant-garde, doté d'une Ligne Politique Révolutionnaire, peut diriger la lutte jusqu'à la destruction de l'Etat fasciste.

Aujourd'hui plus que jamais, camarades, si nous voulons atteindre nos objectifs, nous devons intensifier la lutte sur tous les fronts et imposer la voie révolutionnaire face aux tentatives de dévier le mouvement vers la voie de l'opportunisme et du réformisme. Nous devons encadrer toutes les luttes dans la perspective de la révolution socialiste, comme moyen unique pour qu'elles aboutissent. Pour cela, aussi aujourd'hui plus que jamais, nous voulons lancer un appel à tous ceux qui s'identifient à notre ligne et à nos objectifs, aux ouvriers les plus avancés et aux combattants les plus conscients de notre peuple pour qu'ils s'affilient au Parti, pour qu'ils grossissent les rangs du détachement d'avant-garde du prolétariat. Nous lançons aussi un appel à tous les secteurs populaires pour qu'ils resserrent les liens avec notre Parti, comme seul moyen de fortifier l'ensemble du Mouvement Populaire de Résistance et comme seule garantie de conquérir les vraies aspirations populaires.

VIVE LE PCE(r) !

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DES TRAVAILLEURS !

Prisonnières Politiques du PCE(r)

COMMUNIQUE DU F.R.A.P.

Nous, révolutionnaires anti-impérialistes, élargissons le front des luttes internationales contre tout ce qui de près ou de loin, travaille à préparer la guerre impérialiste.

Samedi 20 avril 1985, nous avons souhaité à notre façon, la bienvenue au symposium de l'OTAN.

En effet, ces 22 et 23 avril, à l'hôtel Sheraton de Bruxelles, se tient une importante réunion des délégués de l'OTAN et des industriels des 16 pays alliés. Ce symposium entre militaires et industriels *«de pointe»*, ne laisse aucun doute sur le genre de tractations qui vont s'y passer; d'une part, proposition de matériel de plus en plus sophistiqué, d'autre part, promesses de restructuration pour combler les besoins de l'OTAN (en gros, construisez plus d'armes et

moins de machines à coudre...). Concrètement, cela signifie pour nous que les décisionq qui y seront prises, vont définir les nouvelles restructurations industrielles (bonjour la Wallonie...) à partir des besoins militaires et politiques de l'OTAN (entre autres, les moyens d'intensification de domination, exploitation et agression contre les peuples progressistes du tiers-monde et le prolétariat international).

Nous, militants du F.R.A.P. refusons à l'OTAN le droit d'imposer sa stratégie militaire (implantation de missiles, achats de blindés, etc... contre la volonté populaire) nous refusons sa domination politique et son exploitation économique.

A l'heure où la démocratie a commencé à dévoiler son vrai visage, en emprisonnant des féministes pour chaulage (atteinte à la sûreté de l'ETAT !!!), en emprisonnant des pacifistes (représentant 75% de la population allergique aux missiles) pour franchissement de clôtures militaires, nous avons décidé de frapper l'organe politique de l'OTAN : l'Association de l'Assemblée de l'Atlantique Nord, au sein de laquelle est planifiée l'intégration politique des pays membres et la stratégie de domination mondiale.

A l'heure où nos vaillants *«dirigeants»* s'en vont quérir leurs ordres à Washington, chez le sinitre clown Reagan, lui-même (encore une preuve de notre indépendance politique et nationale !!...) par notre attaque, nous affirmons notre refus d'être les valets de l'OTAN ou de quelqu'autre puissance que ce soit. Nous refusons d'être les pions de la stratégie U.S. et les acteurs de la 3e guerre mondiale (inéluctable, si nous n'inversons pas la vapeur...).

Dimanche, 21 avril, nous avons frappé la multinationale AEG-TELEFUNKEN, interlocuteur privilégié de l'OTAN. Cette multinationale, qui pour le grand public, ne fait que de l'électroménager, construit en fait du matériel militaire sophistiqué (AEG, c'est du solide, clament les trams...). Et qu'on ne nous dise pas que nous nous sommes trompés de cible, ce n'est pas de la publicité pour les machines à laver qu'on trouve dans les revues militaires... (voir annexe).

En tant que multinationale allemande, AEG-TELEFUNKEN est le type même du soutien industriel du projet politique et militaire de maintenir l'Europe de l'Ouest comme pilier de l'OTAN et de la restructurer économiquement en perspective de la stratégie U.S. de guerre ouverte.

Nous voulons, en démolissant les façades, montrer les nids de charognards qui se cachent derrière elles...

F.R.A.P.

F.R.A.P. (Front Révolutionnaire d'Action Prolétarienne)

Pourquoi un FRONT ? Parce que nous voulons élargir le front des luttes, à tous ceux qui se retrouveront dans nos actions et dans nos textes, nous voulons inciter d'autres à réfléchir et à prendre conscience de la nécessité de se battre contre le pouvoir, l'état, l'armée, l'OTAN et toutes les aliénations que nous impose la société capitaliste. Nous voulons aussi, par l'élargissement du front, dépasser les conflits mesquins entre idéologies rouge foncé, rouge clair, carmin ou noire; nous voulons dépasser les querelles éthniques et régionalistes. Nos divisions ne servent qu'au pouvoir impérialiste en place et l'aident à nous opprimer et à nous écraser davantage.

FRONT REVOLUTIONNAIRE, parce que nous refusons l'avenir de guerre et d'exploitation qu'on veut nous imposer; nous rejetons cette société où tout est basé sur l'exploitation de l'Autre, où certains cumulent tous les pouvoirs, politiques, économiques et militaires. Nous voulons détruire cette société-là, pour reconstruire une société juste et sans classe, où la production couvrira les besoins de tous, et non seulement ceux de quelques privilégiés. ... Une société où *«EGALITE POUR TOUS»* sera un pléonasme !!!

FRONT REVOLUTIONNAIRE D'ACTION, parce que nous en avons assez des promesses, du blabla, de la stagnation et des dossiers poussiéreux des politicards de la gauche traditionnelle ! Le militantisme conventionnel utilise les moyens que le pouvoir a bien voulu lui laisser, pour cautionner sa façade démocratique, d'où son inefficacité; les syndicats cassent les grèves, tempèrent l'ardeur des militants de base, trompent les travailleurs en tractant avec le patronat; les *«petites gauches»* se battent entre elles, plutôt que de s'unir pour d'abord abattre l'ennemi commun.
Nous avons donc décidé de passer à l'action, c'est un choix politique que nous avons fait, nous pensons que l'action directe, si elle frappe au bon niveau, au bon moment, peut être efficace, les cibles sont innombrables...

FRONT REVOLUTIONNAIRE D'ACTION PROLETARIENNE : car ceux qui prennent conscience de leur exploitation, qu'ils soient en bleu de travail ou en col blanc (c'est une image...), qu'ils soient chômeurs ou lycéens, sont des prolétaires. L'important, c'est cette prise de conscience, la connaissance de son appartenance de classe et la dimension internationale de celle-ci.

Le chemin de la révolution sociale contre l'exploitation et l'oppression passe par la réflexion, liée à une réelle pratique révolutionnaire. C'est pourquoi, de Waregem à Verviers, partout, nous devons saboter et nous battre, à quelque niveau que ce soit et chacun selon ses moyens. Il faut détruire ce qui nous détruit et avancer ensemble dans le chemin vers l'organisation de notre LIBERTE.

Le Front est ouvert
Continuez le combat...
VENCEREMOS

F.R.A.P.

ANNEXE

Extraits de publicités parues dans diverses revues militaires :

Comment défendez-vous le champ de bataille, dans toute sa profondeur avec une couverture totale de sa surface ?
Avec *«Proximity fuze DM 34»* de AEG-TELEFUNKEN.

... L'observation des cibles n'offre plus aucune concession, grâce au nouveau scanner Infra Rouge d'AEG-TELEFUNKEN...

... Détection et identification d'avions volant à basse altitude grâce... au radar 3D TRMS d'AEG-TELEFUNKEN...

Les systèmes d'armement ne peuvent avoir de point faible, les systèmes d'ingéniérie d'AEG-TELEFUNKEN rendent possibles les calculs de fiabilité et de sécurité de ces systèmes...

... Les systèmes de génie militaire ne sont qu'un exemple de l'efficacité et de la puissance d'innovation d'AEG-TELEFUNKEN.

Nous serions heureux de vous informer en détail...

... AEG-TELEFUNKEN travaille avec succès depuis de nombreuses années dans le domaine du génie militaire, développant ainsi un profond et diversifié savoir-faire. Optronique, avionique, contrôle du feu, stabilisation, armes sous-marines...

... Les meilleurs systèmes de défense des côtes : les systèmes navals d'AEG-TELEFUNKEN...

Im am interested in receiving further information of military engineering systems from AEG-TELEFUNKEN.
Name : ....
Company : ....
Department : ....
Address : ....
To AEG-TELEFUNKEN, Attn Mr. Rothbarth, A46VI, Hafenstrasse 32, D-2000 Wedel.

« C'EST A DEGUEULER... »

Le TAZ du 13.02.82 a publié une déclaration des Cellules Révolutionnaires (R.Z.) à propos de la grève de la faim. Tout le monde sait que les déclarations des R.Z. sont extrêmement rares (exceptions durant les dernières années : Colère révolutionnaire – *«Papier Beethoven»*, texte de discussion sur les mouvements de la paix).

Cette déclaration n'émane pas des R.Z. Nous ne pouvons qu'espérer qu'elle soit un produit de la sûreté de l'Etat; nous n'excluons pas qu'un ambitieux se soit servi de ces deux lettres pour donner à ses idées plus de poids ou que quelqu'un venant d'un de ces groupes d'opposition ait perdu complètement la tête.

1. La critique de l'article est fausse et opportuniste. Le fait de critiquer l'exécution d'Audran et de Zimmerman en disant que leur mort n'a plu à personne est la chose la plus stupide (et en plus de cela injuste) de toutes les critiques possibles.

Le développement de l'impérialisme dépersonnalise les rapports hiérarchiques, les rend, dans les structures technologiques, non identifiables, abstraits, anonymes. Le commandement direct est exercé par des petits fonctionnaires de bas niveau mais les bureaucrates intellectuels invisibles, inconnus, raffinés, les dirigeants, les présidents de Conseil sont, en fait, responsables.

L'autre aspect de la discussion sur la forme, la moralité et le but politique des actions de la R.A.F. et de Action Directe est une chose indiscutable : cela a atteint deux hommes qui étaient particulièrement concernés par la militarisation de l'Europe de l'Ouest.

Quand les auteurs du texte préfèrent un autre objectif pour un attentat : pourquoi ne le font-ils pas ? Et si ils le faisaient, alors on ne devait pas préférer l'ex-nazi Reder qui ne représente qu'une forme de gouvernement dépassée mais plutôt le jeune ministre de la Défense de l'Autriche qui, en accueillant le meurtrier fasciste (qui n'a toujours pas changé d'opinion après quarante ans de prison) marque son accord avec cette prise de position.

Il est également possible qu'à la suite d'autres revendications des grévistes de la faim, un plus grande nombre de prisonniers se soient joints à la grève de la faim. Ce n'est en fait pas notre problème. Nous respectons l'action de presque quarante prisonniers, nous sommes toujours solidaires lorsque des prisonniers se révoltent dans leurs cellules. Les nombreuses actions militantes qui ont été à la base des grèves de la faim avaient des motivations différentes et sont à situer dans un spectre large et diffus. Cela en fait à la fois leur force et leur faiblesse. Ce n'est pas non plus notre problème si la propagande de la sûreté de l'Etat a mis, de mauvaise foi, ces actions sur le compte de la Rote Armee Fraktion alors qu'en fait il n'en est rien.

Les actions et les déclarations communes de la R.A.F. et d'Action Directe ont été cataloguées comme *«prétexte pour une nouvelle phase de réarmement interne de l'Allemagne et de la France»*. Où en sommes-nous arrivés ? Les mouvements de masses et les initiatives armées ont constaté depuis le milieu des années 60 que l'appareil d'Etat a mené une contre-révolution préventive aussi bien sur le plan national que supra-national et qu'il n'a pas besoin de prétexte mais qu'il se sert de circons-

tances favorables pour mener à bien son projet de réarmement interne d'instaurer une *«sécurité nationale»* et pour activer l'identification, l'intimidation, l'intégration et la poursuite des groupes d'opposition potentiels.
Que la résistance puisse mener à la répression, qui l'eut cru ?

2. Le but de cet article, soi-disant prise de position des Cellules Révolutionnaires, est de diviser, désorienter, discréditer. C'est favorable aux projets de l'Etat et aux adversaires politiques de la politique révolutionnaire. Cela pourrait provenir du *«Counterinsurgency»*.
Personne ne dit qu'une *«discussion ouverte»* est nécessaire. Il y a de telles discussions partout, même si elles ne font pas la une des journaux.
La différence politique entre les R.Z. et la R.A.F., en plus, ne s'exprime pas dans les gros titres des journaux, ni en se distanciant de nos adversaires communs mais depuis 1973, dans une tentative de développer en pratique une autre ligne socio-révolutionnaire, d'autres formes de résistance armée. Il s'agit uniquement de cela et non de faire mal aux amis et amies qui, dans ce pays horrible nous sont plus proches que la plupart des autres.

3. La tentative de présenter notre passivité verbale et pratique des derniers mois comme une décision politique est vulgaire et pitoyable.
Quelques membres des R.Z. ont participé à certaines actions des grèves de la faim; nous étions en train de préparer des actions et nous ne les avons pas menées à bien pour différentes raisons : désaccord quant aux objectifs, incertitude quant au déroulement de la grève de la faim, problèmes pratiques. Par contre, on a dit avec certitude qu'il existait un *«projet socio-révolutionnaire»* des R.Z., des groupes militants.
Ce serait bien (en pratique nous discutons à ce sujet depuis des années sans avoir développé un tel projet) s'il existait pour la crise de société et des stratégies révolutionnaires une réponse adéquate tant sur le plan théorique que pratique.

Un groupe des «Traditionnelles»
Revolutionäre Zellen
Le lundi gras 1985

COMMISSION PRISON-REPRESSION : BAS LES MURS

Trente prisons en lutte, des détenus révoltés par milliers, des millions de dégâts, cinq morts dont un assassiné, des dizaines de blessés, et aujourd'hui une répression féroce qui s'abat sur ceux qui ont osé manifester leur colère : l'*«humanisation»* à la Badinter a montré son vrai visage, un visage grimaçant de violence et d'oppression.

Cette violence, cette oppression, nous les connaissons tous : ce sont les licenciements de masse, les expulsions et les meurtres d'immigrés, les rafles dans les quartiers, les cités et les foyers, les contrôles arbitraires dans la rue ou le métro; c'est la criminalisation des luttes, les arrestations de militants, l'extradition des réfugiés.
Cette violence, cette oppression, ce sont les seules réponses que ce puvoir est capable de donner à la misère, aux frustrations engendrées par sa politique de *«crise»* et de *«restructuration»*. Ce sont les seules réponses qu'il sait opposer à la révolte de ceux qui sont privés de tout, à ceux qui refusent désormais le sort qui leur est imposé, à ceux qui, par la rebellion individuelle ou par la lutte, rompent avec les *«règles du jeu»* de cette société d'exploitation.
Non, la prison n'est pas une *«anomalie»*, elle n'est pas un îlot de *«barbarie»* dans une société *«libérale»*. Elle est un instrument de répression dans une société répressive. Elle est un instrument de pacification des luttes, d'anéantissement de la révolte. Elle est la menace permanente qu'on fait peser sur ceux qui seraient tentés de dire *«non»*, elle est le moyen de mater ceux qui ont *«osé»* faire le pas.

Non, la prison sans violence n'existe pas. Elle ne peut pas exister. Parce que l'on ne peut pas imposer à quelqu'un d'être enfermé pendant 30 ans sans l'y contraindre en utilisant 1.000 méthodes de répression et de terreur. Parce que la fonction de la prison n'est pas simplement d'enfermer, mais avant tout de réprimer, d'imposer par la force les *«règles»* du système à ceux qui les refusent ou à ceux qui ne peuvent plus les respecter, d'éliminer ceux qui, même par la violence, ne peuvent être soumis ou *«récupérés»*.

La révolte des prisonniers, c'est autre chose qu'un phénomène de *«surpopulation»* qu'on résoudrait en bâtissant de nouvelles prisons, c'est autre chose qu'un problème de *«meneurs»* qu'on règlerait en séparant les *«durs»* des autres. La révolte des prisonniers, c'est la révolte contre toute cette machine à broyer les individus, c'est la révolte contre ce système tout entier qui ne sait plus aujourd'hui qu'investir dans la répression et la guerre.

Les détenus ont commencé la lutte. Pour leur libération et pour notre libération à nous tous, nous les ouvriers, les immigrés, les chômeurs, les jeunes marginalisés, les laissés pour compte. Cette lutte, à nous de la poursuivre. En nous regroupant. en nous opposant pied à pied à chaque moment de répression, à l'usine comme à l'école, dans la cité ou le quartier, dans la rue ou en prison.

- suppression de l'incarcération préventive
- destruction des QHS et des Q.I.
- abolition du prétoire et du mitard
- abolition de la censure
- droit au regroupement pour tous les détenus
- des conditionnelles pour tous
- levée des sanctions pour tous les révoltés.

LETTRE DE LA MAF

Encore une lettre de taulards. Mais quitte à ce que vos prisons explosent, autant que vous sachiez pourquoi et en quoi vous, vous en êtes responsables. Vous parlez, vous théorisez, vous condamnez mais vous ne savez rien. Rien de cet endroit dans lequel vous nous jetez. Vous enfermez pour satisfaire une loi qui ne satisfait personne mais que vous appliquez malgré tout, faute de mieux, faute de comprendre, faute de vouloir comprendre.

En prison, il y a qui ? Le chômeur, l'immigré, le toxico, le vrai gangster, le petit héros de mauvais western; mais le toubib qui tue sur la table d'opération, c'est rare; le patron de bistrot qui descend l'arabe du coin, c'est très rare; quant au flic assassin, c'est inexistant. Juste un sous-directeur de taule, mais c'est une erreur; enfin, c'est lui, l'erreur !

Et de ces hommes et femmes, certains ne comprennent pas ce qu'ils font là; depuis si longtemps, pour si longtemps encore; certains regrettent, pleurent, désespèrent et se suicident; d'autres, plus rares, ont joué à un jeu qu'ils ont perdu, on cru pouvoir faire changer l'ordre établi; ils ne pleurent pas, ou seuls, la nuit, entre deux rondes; mais tous, du caïd au gamin, refusent d'être promus au rang d'animal. Vos chiens, vous ne les traitez pas comme vous nous traitez.

La prison, c'est 21 heures sur 24 en cellules à 2, 3 comme à 6, 7 dans 6 m2 au pire, dans 13 m2 au mieux. Pas même votre cuisine ! Et on y mange, on y dort, on s'y lave, on y écrit, on y parle, on y travaille, on y étudie, on y rêve aussi, on s'y engueule souvent, on s'y gêne toujours. Une prison, c'est une cours de promenade où l'on se retrouve, dans laquelle on tourne en rond, pelouse de temps en temps, graviers le plus souvent, terre battue ou boue lorsqu'il pleut encore plus souvent. Quant aux terrains de foot dont parlent les matons sur les radios comme d'un cadeau sublime que l'on aurait pu nous faire, n'importe quel terrain vague suffit.

Une prison, c'est la bouffe préparée par 10 détenus avec un matériel prévu pour l'alimentation de 250 personnes au lieu de 500 (MAF), et c'est la viande gardée un mois, préparée trois jours à l'avance, c'est les cafards dans le café, le lait du matin resservi le lendemain et régime patates à l'eau, pâtes trop cuites, riz pas assez... Mais je sais, dehors, il y en a qui n'ont rien à manger.

Une prison, c'est l'hiver sans chauffage, sans eau chaude; c'est 8 heures de travail pour 200 à 300 francs par mois. Mais bien sûr, dehors, il y a 2, 5 millions de chômeurs, de quoi se plaint-on ?

Une prison, c'est une séance de cinéma par semaine si l'on peut se payer sa place, ça n'a jamais été la télé en cellule. Mais là encore, certains n'ont pas les moyens de se *«payer une toile»* dehors.

C'est encore et toujours la cohabitation, la promiscuité (combien ont des problèmes intestinaux, n'osant pas aller aux toilettes devant leurs copains ou devant les matons qui ouvrent toujours la porte au bon moment ?). Et oui, c'est ça la prison !

C'est attendre le courrier qui n'arrive pas, qui se ballade une semaine, deux, trois, un mois ou plus, au bon vouloir d'un juge, qui arrive enfin mais tellement lu, relu, photocopié et censuré, que le je t'aime qu'il apportait ne signifie plus rien.

C'est une demi-heure de parloir, 3 fois par semaine au mieux, si le juge et le directeur l'acceptent, et si bien sûr il y a quelqu'un qui se déplace. Une demi-heure pour parler, pour souffler, pour se rappeler aux autres et soi-même, pour respirer un peu de cet interdit et pour se souvenir de cette femme, de son corps et de son odeur quand on sera à nouveau seul dans sa cellule, seul dans sa tête, seul dans son lit. Parce que c'est ça aussi, la prison. Et la misère, parce que tout s'achète ici, du papier hygiénique au shampooing, des cigarettes aux enveloppes en passant par le café et, pour les plus riches, un poste de radio.

Plus de la moitié de la population pénale est indigente : pas d'argent, pas de visite... et bien sûr, l'incompréhension de part et d'autre du trousseau de clé, parce qu'il y a trop de détenus, pas assez de personnel ou plutôt un personnel (niveau CAP, pas de formation, 5000 francs par mois alors qu'en Suisse, deux ans et demi de stage, formation psycho-médicale, 10000 francs par mois). Et c'est toujours la violence, les coups, le mitard, parce que l'on ne peut plus, qu'on ne tient plus, parce que simplement on voudrait la paix mais que cela aussi, c'est interdit.

Alors, vous et vos comparaisons débiles du genre : ne vous plaignez pas, y'en a qui... Non vraiment, ce n'est pas le moment. Admettez plutôt que tout va mal, de la prison à la justice en passant par l'application des peines. La prison n'est utile que d'une manière : elle permet de contrôler et de ficher la délinquance, de la diriger vers certains illégalismes plutôt que vers d'autres pour satisfaire aux desseins politiques du moment. C'est tout, il n'y a pas de gouvernement plus humaniste ou plus tolérant qu'un autre, seules les circonstances du moment conditionnent les décisions.

50% de prévenus, on ne le répétera jamais assez. 22.000 personnes incarcérées alors qu'elles sont présumées innocentes. Et ça pendant 6 mois, 1 an, voire 5 ans, parce qu'il y en a encore qui attendent depuis 5 ans, non pas de sortir, mais de savoir quand ils sortiront. Et bien sûr, lors du procès, les peines couvrent

la prison déjà effectuée pour que la justice ne paraisse pas injuste, pour que la cour n'ait pas l'air de contredire un juge.

Et il y a les 20 ans, les 36 ans comme Charly Bauer, les perpets. Que les braves gens ne me parlent pas de remises de peines, parce que perpet, au mieux, c'est 33 ans. Vous vous imaginez 33 ans dans une boîte ? Où est le rapport avec le délit 33 ans plus tard ?

Alors, que la prison explose, oui, bien sûr, et après autant d'auto-mutilations, autant d'appels, autant de suicides, de lettres ouvertes ou fermées, de journaux, de radios qui ont essayé de sensibiliser cette opinion publique qui n'est bonne qu'à faire la politique de l'autruche, je me demande seulement comment on a fait pour tenir aussi longtemps.

Et maintenant que c'est parti, maintenant que les CRS et d'autres gardes mobiles sont entrés en action (vous avez pensé à ces 10 mômes de 14 ans perdus sur le toit et en bas, 200 CRS casqués armés qui les attendaient ?). N'allez pas ouvrir de nouvelles prisons, ça serait donner aux juges la possibilité et le droit d'incarcérer plus ! Soyez réalistes. Plus il y aura de prisons, plus il y aura de détenus.

C'est la justice et les conditions mêmes de détention qui sont à revoir. Nous ne voulons pas une ou deux petites réformes gentillettes, nous voulons sortir. Et pour ceux qui resteront, parce qu'il en restera, il faut que leur dignité soit respectée.

Plus de préventive, les conditionnelles acceptées, 2 maximum par cellule, une peine maximale limitée à 10 ans fermes (en 1791, elle était déjà limitée; la conditionnelle, la grâce fonctionnaient déjà). Voilà ce que nous attendons. Quant à ceux qui proposent de rouvrir les QHS, peut-être ignorent-ils qu'ils existent toujours ?

Nous ne voulons qu'une seule chose, en fait: sortir de l'indifférence !

APPEL DES « MENEURS »

Une fois de plus, la scène médiatique désinforme sur la réalité d'une institution judiciaire qui, par opposition à la Gauche, s'est transformée en institution lourdement fascisante... et châtie les délinquants-chômeurs non plus en justice de classe mais en justice de haine...

Nous sommes les martyrs de Robert Bandinter; son comportement à l'égard des justiciables démontre qu'il dirige le camp pénitenciaire comme un camp nazi, où jadis son père fut exterminé... Sur le degré de gravité, ce n'est peut-être pas comparable, mais sur la forme, si! Nous l'affirmons, comme nous affirmons payer le prix fort de l'abolition de la peine capitale – Badinter en a l'auréole, et nous le désespoir et les larmes de sang...

La justice de droite frappe en affirmant son opposition politique aux plus défavorisés; la gauche judiciaire réprime de la même manière pour se dédouaner de son pseudo laxisme... Tel est notre ras-le-bol, tel est notre cri... Nous luttons et nous lutterons encore.

Une fois de plus, les événements survenus en prison reçoivent une réponse de despote. Nos camarades assassinés, blessés, réprimés, désignés *«meneurs»* tabassés et envoyés au mitard. Nous demandons la levée de toutes les sanctions car **nous sommes tous des meneurs.**

Camarades de Fresnes, de la Santé, de Fleury (tous les bâtiments : hommes, mineurs, femmes) et autres prisons de France, nous vous demandons dès lundi 13 mai de vous mettre en grève de la faim; d'essayer de tenir au moins huit jours et d'être le plus nombreux possible afin que dans l'immédiat nous ayons gain de cause en obligeant la pénitenciaire à sortir nos camarades du mitard. Nous demandons deux débats avec les responsables politiques... L'un pour que soient dénoncées les vraies raisons de l'aggravation des peines, l'autre pour que tous ceux qui ont été gravement condamnés soient équitablement rejugés et qu'il soit mis fin aux détentions préventives. Si la présomption d'innocence existe en France, que tous les prisonniers en préventive depuis plus d'un an soient mis en liberté provisoire.

Nous demandons l'instauration d'une plateforme afin de discuter des aménagements immédiats des conditions de détention.

Nous invitons la pénitenciaire à verser les économies réalisées suite à nos grèves de la faim à des organisations humanitaires.

Nous refusons la construction de nouvelles prisons et réclamons la fermeture pure et simple d'établissements de type Fleury-Mérogis.

Les Meneurs de Fleury

Document pour le 13ème anniversaire de l'action de Lydda - 30 mai 1985

ARMEE ROUGE JAPONAISE

1. MERCI AUX AMIS COMBATTANTS A TRAVERS LE MONDE !! Nous célébrons le 13ème anniversaire de l'opération de l'aéroport de Lydda à Tel Aviv le 30 mai, avec une profonde et sincère émotion. Le Camarade Kozo Okamoto, un de nos combattants qui mena l'opération Lydda qui fut le combat de l'Armée Rouge Japonaise pour le commencement et le développement de la solidarité révolutionnaire avec les peuples Palestiniens et Arabes, est libéré avec les camarades Palestiniens des prisons israéliennes après 13 ans de captivité.

Nous faisons l'éloge passionnée et accueillons tous les camarades Palestiniens libérés avec le camarade Okamoto.

Nous apprécions grandement les combattants révolutionnaires de l'OLP qui ont soutenu l'action de Lydda et ont continué à se battre pour la libération des camarades en dépit de plusieurs refus du régime sioniste. Nous nous souviendrons pour toujours, avec la plus profonde gratitude, que l'OLP matérialisa l'esprit de solidarité en refusant la proposition israëlienne de rendre des centaines de prisonniers palestiniens à la place de Okamoto.

Nous apprécions la Croix Rouge Internationale et les gouvernements et chefs progressistes qui ont fait des efforts pour réaliser l'échange des combattants pour la paix et des criminels envahisseurs sionistes. Nous apprécions aussi les peuples combattants du monde. Et nous louons le camarade Okamoto pour son esprit de commando et l'accomplissement de sa tâche de combattant de l'Armée Rouge Japonaise, résistant à la torture physique et psychologique de l'ennemi pendant 13 ans. En même temps, nous nous rappelons l'esprit révolutionnaire de deux de nos camarades, Baasim-Tsuyoshi Okudaira et Salah-Yasuyuki Yasuda, qui sont morts glorieusement dans l'action de Lydda, et nous jurons de continuer nos luttes poursuivant les dernières volontés de ces deux camarades. Nous réaliserons leur intention et n'oublierons jamais le 30 avril 1972. Le régime sioniste, un ennemi commun à tous les peuples opprimés, qui a refusé de libérer les camarades durant des années, est obligé de céder devant les combats incessants de forces amies, et de libérer nos camarades. Il ne peut pas garder son principe idiot *«Israël ne négocie jamais avec les "terroristes"»*, face aux forces révolutionnaires.

Maintenant, tous les camarades rejoignent l'avant-garde pour la prochaine lutte sacrée. Nous déclarons notre principe *«seule la lutte armée apporte la libération et la victoire»*. Nous gardons cette réalité dans notre esprit et marchons en avant. Nous remercions les amis à travers le monde !

2. Sur le champ de bataille libanais, à la veille du 3ème anniversaire de l'invasion israëlienne et de son retrait total, les peuples libanais et palestiniens sont plus que jamais déterminés à poursuivre la lutte armée populaire jusqu'à la libération. Les peuples palestiniens et libanais ont appris qu'aucune lutte antagonique entre les masses populaires ne peut vaincre, mais que les luttes qui mobilisent les masses populaires peuvent apporter la victoire.

Le peuple libanais prend d'assaut les agresseurs ennemis, leurs laquais et collaborateurs, en écrasant les astucieuses manœuvres. Il a appris du peuple palestinien la leçon de la formation au combat et des tactiques de guerre populaire. Nous, dans l'Armée Rouge Japonaise, nous battons ensemble avec le peuple palestinien pour soutenir l'offensive du peuple libanais et participer à l'unique victoire. L'offensive victorieuse du peuple libanais aide l'avancement du combat du peuple palestinien d'une part et fonctionne comme base arrière pour les luttes du monde et du Japon.

Nous ne disons pas qu'il n'y a pas de contradictions entre les peuples qui combattent. Nous soulignons que les peuples en lutte ont transformé quelques contradictions mineures de base en une solidarité plus forte. Nous avons appris le développement dialectique des peuples palestiniens et libanais, que le camp anti-impérialiste a la force stratégique pour faire des compromis en son sein pour assurer l'établissement exclusif de la solidarité, sans s'agenouiller devant de nombreuses raisons de rupture. Il est grand temps de concentrer chaque lutte en transformant la base des ruptures vers cette solidarité plus forte.

L'Armée Rouge Japonaise est prête à se battre main dans la main avec les peuples combattants qui luttent contre la conspiration de l'ennemi impérialiste et sioniste.

3. Aujourd'hui, c'est l'impérialisme US qui fait face aux peuples opprimés. L'impérialisme US piétine la souveraineté de beaucoup de pays de cette région, d'Amérique Latine et Centrale, d'Asie, d'Afrique et même d'Europe. Il a recours à des mesures plus brutales et violentes pour étouffer les luttes populaires.

L'impérialisme japonais répond à l'appel US pour assumer sa part dans la stratégie anti-communiste. C'est, couplé à la poursuite de ses intérêts particuliers, le mobile de l'impérialisme japonais pour entrer audacieusement dans la politique mondiale. Ils l'appellent *«l'internationalisation»* du Japon. Le camp ennemi intensifie ses jeux grossiers par la campagne *«anti-terroriste»* et la campagne *«agents du Soviet»* contre le peuple combattant et les gouvernements en lutte, comme pour répéter une confrontation violente. En intégrant un réseau de forces de police et des renseignements coordonnés, information et technologie, parmi les états impérialistes, le camp ennemi, réactionnaire endurci, veut détruire les peuples en lutte. S'associant à de telles campagnes impérialistes, les impérialistes japonais sont fiers d'avoir ajouté *«le terroriste Kozo Okamoto»* sur la liste noire d'Interpol.

4. Que devrions-nous faire pour affronter de telles manœuvres ? Pour abattre la fausse coopération de l'ennemi et continuer notre combat jusqu'à la victoire à travers les hauts et les bas de la guerre anti-impérialiste, nous avons besoin d'échanger les informations et établir un réseau substantiel de coopération internationale au sein de notre camp. La technique et les expériences de notre camp est la propriété commune à nous tous. Aujourd'hui, nos cœurs battent avec confiance dans la solidarité des peuples combattants du monde. Nous voulons signifier que nous pouvons sûrement rencontrer nos camarades au cours de la lutte si nous sommes impliqués dans la cause révolutionnaire.

Les peuples d'ici sont même plus heureux que nous d'avoir libéré le camarade Okamoto

qui incarne l'action de Lydda pour notre champ de combat. A l'occasion du retour du camarade Okamoto dans notre camp, nous voulons éclaircir le fait que nous avancerons, en ralliant le souhait glorieux de nos martyrs de Lydda, Bassim-Tsuyoshi Okudaira et Salah-Yasuyuki Yasuda. Nous avons à poursuivre leur souhait comme notre propre conviction. L'Armée Rouge Japonaise est totalement déterminée à resserrer nos rangs et à continuer à combattre main dans la main avec les camarades et amis !

LIGNE ROUGE – COMMUNIQUE

Bruxelles, le 5 juin 1985

Vous avez dit CELLULES ?

Ligne Rouge est un collectif communiste de contre-information et dans ce sens il est amené à rencontrer de nombreux militants qui cherchent à comprendre la situation politique, économique et militaire dénoncée en Belgique par les Cellules Communistes Combattantes.

De plus en plus de mouvements se mobilisent et s'organisent dans la résistance contre l'Etat répressif et de tendance totalitaire qu'est la Belgique, qui occupe également une place de choix dans l'Europe impérialiste, sœur des Etats-Unis. Aussi n'est-il pas étonnant de voir des groupes tels Don Quichotte, Ontkruid, etc... ainsi que des individus isolés rechercher les moyens de leur résistance et l'information nécessaire au développement de celle-ci.

Les camarades actuellement détenus *«dans le cadre de l'enquête sur les C.C.C.»* se voient amalgamés aux Cellules Communistes Combattantes parce qu'ils s'informent et disposaient d'un communiqué largement diffusé par Ligne Rouge. La gendarmerie a-t-elle si peu d'éléments que l'un ou l'autre, un jour, sera arrêté *«dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre le pape»* parce qu'il aura Le Soir ou La Dernière Heure sous le bras ? Tout le bien que nous souhaitons à la presse belge et étrangère, est de reproduire un maximum de fois le sigle des Cellules Communistes Combattantes (ce qu'elle n'hésite pas à faire d'ailleurs !) et son tirage s'améliorera sensiblement ! En outre, cela permettra peut-être à la gendarmerie de ne plus étiqueter C.C.C. tous ceux qui veulent comprendre et résister.

LIBERONS LES CAMARADES EMPRISONNES!

VIVE LES REVOLUTIONNAIRES D'EUROPE ET DU MONDE !

VIVE LES CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES !

Collectif Ligne Rouge



Nouvelles du Front !

ACTIONS DE ETA(m)

Campagne contre les intérêts économiques et contre les Forces de Police espagnoles :

9 mai : Embuscade avec explosifs contre un convoi de la Guardia Civil à Zestoa
11 mai : Une bombe explose sur une plage de Benidorm
12 mai : Exécution d'un policier à San Sebastian
13 mai : Placement d'une bombe dans la voiture d'un policier à Arraste
16 mai : Une voiture piégée explose quand deux camionnettes de la Police Nationale passent à proximité
19 mai : Une voiture piégée est désamorcée près d'un terrain de football où se rendaient des camionnettes de la Police Nationale
21 mai : Exécution de deux policiers à San Sebastian
26 mai : Exécution d'un Inspecteur de Police à Getxo (Vizcaya)
30 mai : Exécution d'un mouchard responsable de l'arrestation d'un militant
30 mai : Action à l'explosif contre une patrouille de la Police Nationale dans laquelle un policier a été tué ainsi qu'un jeune passant.
Dans le communiqué, ETA déclare : «*Nous regrettons profondément que lors de cette action il y a eu mort d'une personne civile qui se trouvait par hasard à côté des policiers. Nous savons qu'en un moment pareil les paroles sont bien peu de chose en comparaison avec les sentiments et qu'elles ne changeront rien aux faits, mais nous voulons communiquer à la famille de ce jeune homme notre profonde douleur pour ce regrettable accident. Nous savons aussi que cette action sera utilisée et manipulée et que les partis opportunistes qui vivent du parasitisme et des faveurs des gouvernants, ne manqueront pas de s'inscrire dans les files des intéressés à la manipulation*».
12 juin : A Madrid, exécution d'un Colonel de l'Armée espagnole et mort de son chauffeur par le mitraillage de la voiture dans laquelle ils se trouvaient.
Peu après, la voiture qui avait servi à l'action a explosé tuant un policier
12 juin : Exécution d'un officier de Marine à Portugalete
18 juin : Exécution d'un garde civil à Santurce

Campagne contre les intérêts français comme réponse à l'attitude du Gouvernement français contre les réfugiés basques :

8 mai : Placement d'explosifs sous un camion français à San Sebastian
2 mai : Action contre un train contenant des voitures Renault à Besain
3 mai : Mitraillage d'un camion transportant des voitures Renault à Etxegarate
25 mai : Placement d'explosifs chez un concessionnaire Renault à Beriain
26 mai : Destruction d'un supermarché français SADECO à Zaragoza
30 mai : Action contre un concessionnaire Renault à Igorre
14 juin : Placement d'une bombe contre le supermarché français SIMAGO à Gasteiz

Campagne contre les trafiquants et centres de distribution de drogues dures :

12 mai : Action à l'explosif contre un bar de San Sebastian

Pays-Basque Nord

3 juin : Iparretarrak revendique l'incendie d'un complexe touristique à Donibane Lohizune

Catalogne Sud

15 mai : Des groupes d'indépendantistes catalans ont bloqué la circulation de deux carrefours importants de Barcelone au moyen de barricades auxquelles ils ont mis feu; simultanément, ils distribuaient des tracts contre la présence du roi dans la Province et pour l'indépendance.

Catalogne Nord

26 mai : Le groupe armé indépendantiste «*Resistencia Catalana*» revendique l'action à l'explosif contre le chalet d'un belge à Llauro. Cette action se veut le signal de départ d'une campagne contre le tourisme en Catalogne Nord.

Nous appelons les groupes, organisations, militants se revendiquant du combat pour le communisme, du combat contre l'impérialisme, de la lutte armée révolutionnaire, à nous faire parvenir leurs revendications d'actions, communiqués de guerre, déclarations, textes politiques, que nous contribuerons à faire connaître et utiliserons pour avancer ensemble.

LIGNE ROUGE

LR 09/83 - Brigades Rouges: deux textes sur la condamnation de R. Peci / B.R.: Lettre ouverte à A. Buonavita qui a été brigadiste /. GFPI: Attaque contre l'ambassadeur de RFA / FARL: Exécution de Barsimantov / 15-21/7: 2 actions anti-impérialistes à Paris / La guerre des partisans, Lenine / "Mvt du 2 juin": Déclaration de dissolution / Prog. Com. n°11: "Auschwitz ou le grand alibi"

LIGNE ROUGE

LR 10/83 - Brigades Rouges: deux communiqués au Procès Moro, par le PCC et par le PGPM / Le Terrorisme, Trotsky / Brigade de la Colère: Communiqués et chronologies / ARC: Communiqué / PCE(r) et G.R.A.P.O.: Communiqué des prisonniers.

LIGNE ROUGE

LR 11/83 - Brigades Rouges: véhicules de la mémoire et nouvelle organisation de la subjectivité / Déclaration d'un groupe de communistes prisonniers en Italie / Le Terrorisme, Trotsky / Brigade de la Colère: Communiqués et chronologie / La Direction politique et militaire dans la lutte de masse du peuple, Lénine / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique.

03

LIGNE ROUGE

LR 02/84 - Déclaration de Marina da Silva et Frédéric Oriach / Brigades Rouges - Colonne Walter Alasia: "Encore un pas" / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique (II) / Communiqués des Groupes de Résistance Anti-fascistes du 1er Octobre / 13/09/83: Communiqué de l'action "17/9 Sabra et Chatila" Hambourg

04

LIGNE ROUGE

LR 03/84 - GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique(III) / GRAPO: Entrevues et communiqué: De véritables changements ou guerre révolutionnaire ouverte / Déclaration de Marina da Silva / Brigades Rouges: Communiqué sur l'exécution de Ray Leammon Hunt, Directeur Général de la "Force Multinationale d'Observation au Sinaï".

05

LIGNE ROUGE

LR avril 84 - Entretien avec Fernando Arenas, Secrétaire Générale du Parti Communiste Espagnol (reconstitué) / Brigades Rouges - Replacer l'activité générale des masses au centre de l'initiative / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique (IV) / Communiqué de la Fédération Syndicale Révolutionnaire au Salvador

06

LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR mai 1984 - Numéro Spécial. Brigades Rouges: Résolution Stratégique n°19; Les luttes de la classe ouvrière et la situation politique générale italienne.

07

LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR juin 84 - Attentat de l'Unité de Résistance Armée / Communiqués de l'United Freedom Front / Communiqué de l'Alliance Révolutionnaire Caraïbe / BR: Contribution au débat sur la torture / Trois communiqués de l'Armée Révolutionnaire Arménienne / Attentat des Cellules Révolutionnaires / Nouvelles du Front / Les éditions Anti-Impérialistes.

08

LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR octobre 84 - Trois communiqués des Cellules Communistes Combattantes contre Litton Business, M.A.N. et Honeywell / Rapport politique du camarade Arenas-Secrétaire Général du Parti Communiste Espagnol (reconstitué)- / Pour l'insoumission bretonne / Nouvelles du Front / Les éditions Anti-Impérialistes.

09

LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

L.R. novembre 84 - Communiqué des C.C.C. contre deux centres politiques (CVP et PRL/PVV) / Déclaration de grève de la faim de Marina Da Silva et Frédéric Oriach / GFPI: La lutte armée comme stratégie et tactique (V) / Communiqué du Front Anti-Impérialiste en RFA / Interview de Ormaza, militant nationaliste basque (I) / Nouvelles du Front / Les éditions Anti-Impérialistes.

10

LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

L.R. décembre 84 - Com. des Cellules Communistes Combattantes contre deux pylônes-antennes de l'armée / GFPI: La lutte armée comme stratégie et tactique(VI) / Décl.de Knut Folkerts(RAF) sur l'contre Buback / Décl.d'une action dans la taule de Münster/RFA / Com.des Cellules Communistes Combattantes contre les pipe-lines de l'OTAN / Com. des R.Z. contre un Pipe-line de l'OTAN / Nouvelles du Front!

11

LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

L.R.janvier 85 - Com. des Cellules Communistes Combattantes contre un centre de l'OTAN / Déclaration des prisonniers de la RAF à Stammheim / Com. de grève de la faim / Décl. commune RAF-AD / Com. d'appui des prisonniers du PCE(r) et des GRAPO concernant la grève en RFA / Nouvelles du Front!

12

LIGNE ROUGE

Mensuel

LIGNE ROUGE

L.R.mars 85 - Editorial / GRAPO: Assurer la direction prolétarienne dans la lutte contre le fascisme et l'impérialisme / P.C. du Pérou: développons la guerre de guérillas / Communiqués et Mobilisations / Nouvelles du Front! / Les éditions Anti-Impérialistes.

13

LIGNE ROUGE

Mensuel

LIGNE ROUGE

L.R. mai 85 - Communiqué de l'action des C.C.C. le 1er mai contre le siège de la F.E.B./

DOCUMENT DES CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES: I.à propos de la lutte armée. II.lettre ouverte aux militants de base de P.T.B....et les autres. III.réponses concrètes à des questions concrètes.

Communiqué de l'action des C.C.C. contre le centre de logistique de la gendarmerie à Woluwé-St-Pierre/ Communiqués et mobilisations / Nouvelles du Front / Les éditions Anti-Impérialistes.

14

50 FB / 7 FF

LES EDITIONS ANTI-IMPERIALISTES.

Subversion n° 1 : 150 FB ; 120 pages

Subversion n° 2 : 150 FB ; 100 pages

Cahier Spécial Subversion : Brigade de Palmi des Brigades Rouges : 50 FB ; 25 pages

L'Abeille et le Communiste (BR) : 50 FB ; 20 pages

Ligne Rouge, chaque numéro : 30 FB ; 5 FF

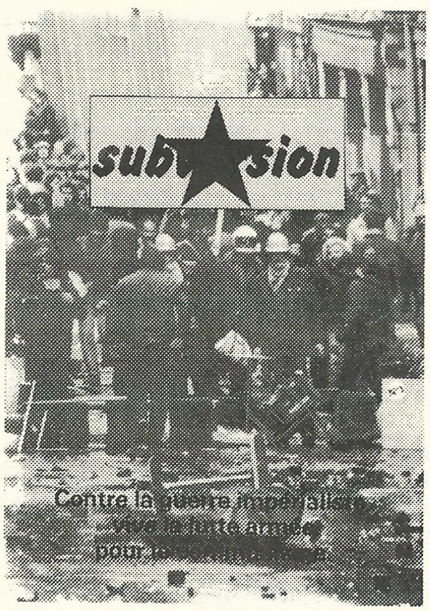
Contact (sans autre mention)
BP 1682
Bruxelles 1
Belgique

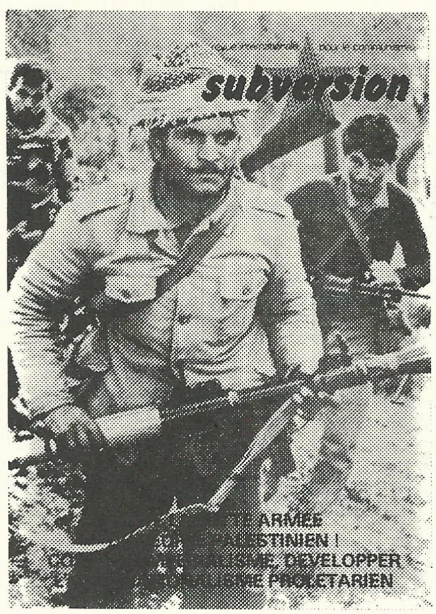
Correspondance Internationale :

n° 1 : 176 pages ; 35 FF

n° 2 : 200 pages ; 35 FF

Contact :
c/o Librairie Parallèle,
47, rue St Honoré
75001 Paris
France

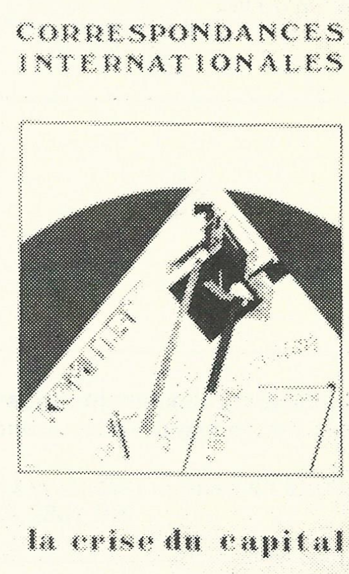












Zusammen Kämpfen

Zeitung für die antiimperialistische Front in Westeuropa

Zusammen Kämpfen est un nouveau journal qui paraît clandestinement en RFA. «*Nous faisons ce journal car nous voulons la communication sur la politique révolutionnaire dans les métropoles d'Europe Occidentale. La communication et la discussion sont importantes pour apprendre. Nous voulons commencer à organiser cette communication. Pour le développement de la perspective communiste dans les métropoles, la pratique antagoniste et révolutionnaire est un moyen et un objectif. Sur l'analyse des conditions de lutte qui sont à connaître avant cette pratique, nous voulons publier dans ce journal :*

— les actions de la guérilla Ouest-européenne;
— les luttes révolutionnaires dans les prisons;
— les actions militantes de la résistance anti-impérialiste et social-révolutionnaire,
— les initiatives et campagnes politiques dans ce contexte,
— les analyses pour la pratique».

Prix : 30 FB
Pour obtenir un exemplaire de Zusammen Kämpfen, écrivez à Ligne Rouge.

s'Blättle

s'Blättle est un journal mensuel de contre-information qui paraît depuis quelques années à Stuttgart en RFA.
Il publie des textes des groupes militants de la région, du pays et du monde. Il s'agit d'analyses politiques sur la lutte anti-impérialiste, sur les luttes de libération des peuples de la périphérie et sur les mouvements en RFA.
Malgré la répression, le s'Blättle ne cesse de publier des déclarations de groupes armés, d'informer sur les conditions des prisonniers politiques et d'exprimer sa solidarité avec ceux-ci.
s'Blättle est un des derniers journaux de contre-information en RFA, qui n'a pas été cassé par la Sureté de l'Etat allemand.

Prix : 2,50 Marks
Adresse de contact : s'Blättle-Kollectif
Böblingerstrasse, 59
7000 Stuttgart-1
R.F.A.

DE KNIPSELKRANT

De Knipselkrant paraît dans trois langues : allemand, néerlandais et anglais. Il est hebdomadaire depuis 1978 et ses thèmes sont :
— la lutte armée en Europe Occidentale,
— la lutte des prisonniers politiques en Europe Occidentale,
— la résistance anti-impérialiste,
— le mouvement anti-nucléaire,
— l'anti-militarisme,
— la contre-insurrection,
— les services secrets et l'appareil policier,
— le fascisme nazi.

Le contenu est tiré de l'analyse de 175 journaux et revues, et de textes différents qui leur sont parvenus. De Knipselkrant est d'ailleurs TRES intéressé par des déclarations, traductions, revendications, etc... qui lui seraient envoyés.

Pour obtenir un abonnement, il suffit d'envoyer à l'adresse ci-dessous la somme que vous désirez et il vous sera expédié le nombre de numéros qui y correspond.

Adresse de contact : De knipselkrant
Postbus 7001
9701 J.A. Groningen
Nederland

RESISTANCE

Résistance, qui précédemment était inclus dans le trimestriel anarchiste Open Road, paraît depuis le n°9 du Printemps 85 de façon indépendante en raison des difficultés que cette coopération soulevaient au niveau de la fréquence de parution. Résistance publie essentiellement les documents et les analyses du «*front illégal*». Ce journal canadien de langue anglaise reprend des communiqués d'organisations combattantes anti-impérialistes d'Europe de l'Ouest, des Etats-Unis et du Canada. De brèves nouvelles du front et des critiques de la culture récupératrice bourgeoise complètent cette excellente publication.

Prix de l'abonnement annuel : 6$ Canadiens
et pour les institutions : 15$ Canadiens
Cotisation de soutien : 50$ Canadiens
Adresse de contact : Friends of Durruti
PO Box 790, Stn. A
Vancouver, BC
Canada V6C 2N6

Envoyez-nous chaque trimestre la liste de toutes nos revues qui vous parviennent, nous essaierons de la compléter, si vous le désirez.

Enviadnos cada trimestre la lista de todas nuestras revistas recibidas, trataremos de completarla si la deseàis.

Please send us every quarter the list of all the peridicals you recieved from us, and we will try to complete it, if you want us to do so.

Stuur ons elk trimester de lijst van al onze tijdschriften die u bereiken, indien u het wenst zullen we proberen ze te vervolledigen.

Senden Sie uns jedes Trimester die Liste all unserer Zeitschriften, die Sie erhalten, zu; wir werden versuchen Sie zu vervollständigen wenn Sie es wünschen.

Ogni trimestre comunicateci la lista delle riviste che avrete ricevito da noi. Se volete cercheremo di completarla.

☆

Pour nous écrire, il est nécessaire de ne PAS écrire le nom de la revue, mais uniquement l'adresse.

Achtung ! Wenn ihr uns schreibt, Bitte gebt nur die Nimmer vom Postfach an un NICHT den Namen unserer Zeitung.

Para escribirnos, es preferible escribir sólo la dirección, SIN mencionar el nombre de la revista.

When you write to us, do only mention the adress WITHOUT naming the revue.

Om ons te schrijven, is het aan te raden slechts het adres te schrijven ZONDER de naam van het tijdschrift te vermelden.

Pere scriverci, è preferibile scrivere solo l'indirizzo, SENZA menzionare il nome della rivista.

BP 1682
Bruxelles I
Belgique

☆ ☆ ☆

Possibilité d'abonnement : nous vous proposons de nous verser une certaine somme d'argent et nous vous envoyons Ligne Rouge jusqu'à concurrence de cette somme.

Compte en banque : Collectif Ligne rouge
BP 1682 - Bruxelles 1 n° 310-0545817-84

IL BOLLETTINO

Bulletin de la Coordination des Comités Contre la Répression. Cette revue bimestrielle de contre-information ne publie pas de textes rédactionnels et ses grands axes sont les suivants :
contre la répression anti-populaire – contre la militarisation et la criminalisation – contre la différenciation – pour la défense de la contre-information – pour la lutte contre l'isolement pénitentiaire – pour créer la communication entre le prolétariat emprisonné et le reste du prolétariat métropolitain.

Prix au numéro : 4.500 Lires
Rédaction : c/o Libreria Calusca,
Corso Porta Ticinese 48
20123 Milano

area Critica

Area Critica est une revue trimestrielle espagnole centrée sur les différentes formes de lutte en Espagne : anti-impérialiste, écologique, culturelle, anti-répressive,... Une large place est destinée aux luttes révolutionnaires en Europe de l'Ouest et dans le monde.

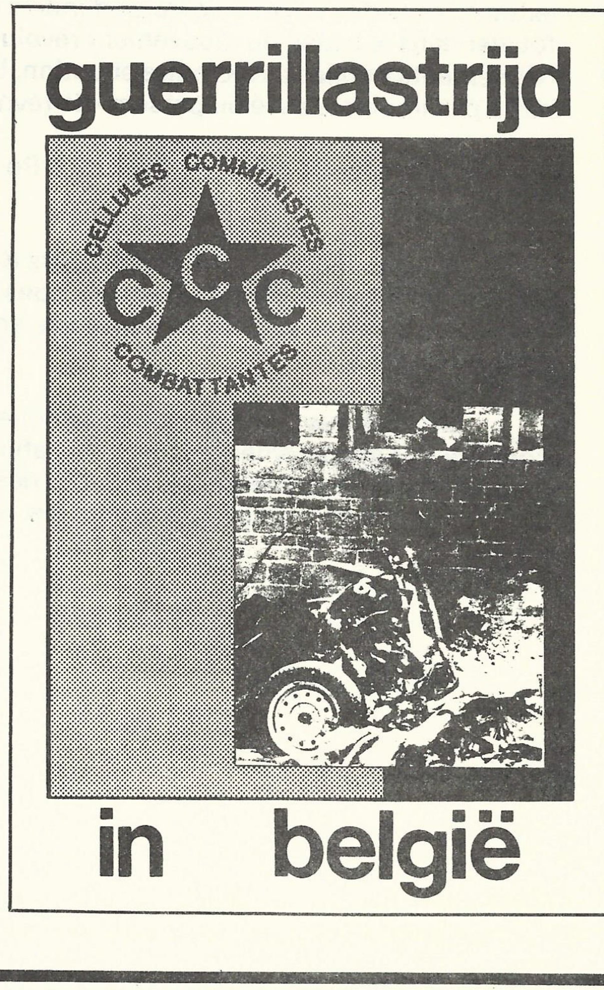
Prix au numéro : 150 Pesetas
Prix de l'abonnement à 12 n^{os} : 2.500 Ptas
Adresse de contact : Apartado de correos
18.085 . 28080
Madrid-15
Espagne

Subversion ★

Subversion est édité en Suisse, il est composé de textes et déclarations des organisations armées en Europe. Ces textes constituent des dossiers *«Internationale Solidarität»* qui regroupent aussi toutes les déclarations et les communiqués d'actions dédiées aux membres et à l'organisation dont traite chaque dossier. Ainsi sont déjà parus des numéros sur l'Espagne : GRAPO, PCE(r); l'Allemagne : RAF, ...

Adresse de contact : Subversion
Postfach 853
CH-8025 Zürich
Suisse

Nu beschikbaar in Nederlands:



Kommunikees van de Cellules Communistes Combattantes bomaanslagen op

- -Litton Business te Evere. 2.10.84
- -M.A.N. te Dilbeek. 3.10.84
- -Honeywell te Evere. 8.10.84
- -J. Rey/P. Hymans centrum te Elsene. 15.10.84 en het sekretariaat van de C.V.P. te Gent. 17.10.84
- -telekommunikatiecentrum te Bierset. 26.11.84
- -N.A.T.O. oliepijpleidingennet (6). 11.12.84
- -N.A.T.O. centrum-Shape support group-te Sint-Stevens-Woluwe. 15.01.85

Vraag het aan: **BP 1682**
Brussel 1
(zonder de naam van het tijdschrift te vermelden)

Prijs: **90 BF**

Ligne Rouge est un projet militant d'édition anti-impérialiste.

Le collectif animant le projet des éditions Ligne Rouge limite les activités de Ligne Rouge à la seule production et distribution la plus large de recueils de documents anti-impérialistes offensifs dont il estime réel l'intérêt apporté par ces derniers au mouvement communiste révolutionnaire.

Si le choix de ces documents est partisan dans la mesure où l'identité politique des militants animant Ligne Rouge détermine globalement cet outil, il est néanmoins large puisque la publication de textes vis-à-vis desquels certains membres voire la totalité du collectif se démarque politiquement est parfaitement envisageable, Ligne Rouge n'étant pas l'expression d'une organisation mais un outil d'information, de réflexion et ainsi de combat á la disposition de tous.

Ces documents (textes, interviews, communiqués...) pris en charge par Ligne Rouge recouvrent donc des réalités multiples du combat anti-impérialiste, ils proviennent de pôles politiques différents, de plusieurs époques historiques, de divers pays et continents.

Briser le black-out qui vise certaines facettes - et non des moindres - du combat anti-impérialiste, rompre d'avec les pratiques de censures et d'auto-censure dans lesquelles on se réfugie frileusement, extraire les textes hors des cercles d'initiés couvrant jalousement et stérilement leurs monopoles militants, fouiller dans le passé du mouvement révolutionnaire pour confronter sereinement les expériences hâtivements oubliées avec notre situation, bref, arracher du silence et porter massivement au grand jour notre patrimoine - passé ou présent - de révolutionnaire et l'affirmer comme arme pour notre devenir.

Voilà la tâche que s'est fixé Ligne Rouge, à travers un premier outil : le cahier mensuel des éditions Ligne Rouge.

Ces cahiers présenteront plusieurs documents dont les origines différentes seront volontairement choisies, afin de briser les fausses cloisons de sectes, et d'obtenir des confrontations que nous éspèrerons fertiles entre textes anciens et nouveaux, entre documents venant des centres impérialistes et de libération nationales etc...

Afin de nous restituer notre mémoire, de nous donner une vision plus large, plus précise et plus correcte de l'affrontement aujourd'hui, afin donc de nous donner ces armes dans notre combat présent et futur contre l'impérialime, le collectif des éditions Ligne Rouge lance un appel à tous les éléments anti-impérialistes offensifs, à toutes les organisations révolutionnaires, à travers cet outil-qui est le leur.

contact:
BP 1682
Bruxelles 1
Belgique